

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 33.431/2

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Justice, le 21 mai 2002, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas un mois, sur un avant-projet de loi "modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure", après avoir examiné l'affaire en ses séances des 1^{er}, 8 et 15 juillet 2002 a donné à cette dernière date l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 33.431/2

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 21 mei 2002 door de Minister van Justitie verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste een maand, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek inzake de rechtspleging", heeft, na de zaak te hebben onderzocht op de zittingen van 1, 8 en 15 juli 2002 op laatstvermelde datum het volgende advies gegeven :

Observation générale

L'avant-projet de loi introduit des modifications importantes dans le droit judiciaire. Avant même de poser des questions juridiques, il soulève des questions d'opportunité, tant en ce qui concerne le principe d'une réforme de grande ampleur que les choix opérés et les moyens matériels et humains disponibles pour les mettre en oeuvre.

Le Conseil d'Etat suppose, dès lors, que les avis du Conseil supérieur de la justice et du Conseil consultatif de la magistrature seront sollicités. Il eut été souhaitable de demander ces avis avant celui de la section de législation. En effet, cela éviterait de devoir consulter le Conseil d'Etat une seconde fois, si l'avant-projet venait à être modifié suite aux observations qu'auraient formulées les deux Conseils mentionnés ci-avant.

Le Conseil d'Etat rappelle à ce sujet, qu'en principe, il ne donne un avis que sur un texte définitif, c'est-à-dire un texte rédigé après l'accomplissement de toutes les formalités préalables, en ce compris les consultations obligatoires et facultatives, dès lors qu'il a été décidé de procéder à ces dernières.

Observations particulières

Examen du projet

Intitulé

L'avant-projet de loi concerne tant la compétence que la procédure. Il est, dès lors, suggéré de modifier l'intitulé comme suit : "... en ce qui concerne la compétence et la procédure".

Dispositif

Article 2 (article 16bis en projet)

1. L'article 656, alinéas 2 et 3, en matière de dessaisissement et l'article 838, alinéas 3 et 4, en matière de récusation, prévoient déjà une amende pour "requête manifestement irrecevable".

.../...

Il est, dès lors, suggéré d'introduire l'article 16bis en projet par les mots "Sans préjudice des articles 656, alinéas 2 et 3, et 838, alinéas 3 et 4,...".

2. L'expression "partie qui a agi en justice" paraît inadéquate. Elle pourrait laisser penser que seul le demandeur qui a introduit l'action est visé, alors que l'exposé des motifs indique :

"L'action en justice à caractère téméraire, vexatoire ou dilatoire comprend notamment la demande ou la défense sans fondement raisonnable, l'abus des règles de procédure, ainsi que le fait, dans le chef d'une partie ou d'un conseil, de provoquer dans le cadre d'une procédure un ralentissement ou des frais inutiles."

Il est suggéré d'écrire :

"Le juge impose à la partie qui s'est comportée en justice de manière..."

3. A moins de créer un fonds budgétaire, le principe de l'universalité budgétaire s'oppose à ce que le montant de l'amende civile soit affecté au budget de la Justice, comme le prévoit l'alinéa 7 en projet (article 174 de la Constitution).

4. Le dernier alinéa en projet manque de clarté. Mieux vaut indiquer plus simplement, comme le fait l'exposé des motifs, que "Le présent article n'est pas applicable en matière pénale ni en matière disciplinaire."

5. L'article 16bis en projet réserve l'hypothèse des

"dommages-intérêts que le juge peut accorder à une partie sur sa demande en raison du caractère dilatoire, vexatoire ou téméraire de l'action intentée contre elle ou de la voie de recours utilisée."

Or, les autres articles du Code judiciaire qui mentionnent cette possibilité font état uniquement de l'action téméraire et vexatoire et non de l'action intentée ou de la voie de recours utilisée de manière dilatoire (article 563, alinéa 3, article 620, alinéa 1^{er}, en projet). L'avant-projet de loi doit être modifié afin d'assurer la cohérence entre les différents articles mentionnés.

6. Compte tenu du caractère général de l'article 16bis en projet, il est permis de se demander s'il ne serait pas opportun d'abroger également l'article 1072bis, alinéa 1^{er}, du Code judiciaire.

Article 3 (article 58bis, 4°, en projet)

Il y a lieu d'écrire : "magistrat fédéral, juge de médiation et conseiller de médiation".

De même, dans la suite de l'avant-projet, mieux vaut utiliser l'expression "conseiller de médiation" que "conseiller d'appel de médiation".

Article 5 (article 69bis en projet)

1. Les mots "deux ou plusieurs" doivent être remplacés par le mot "plusieurs". En effet, le mot "plusieurs" signifie "un nombre supérieur à un".

2. Contrairement à ce qu'indique l'exposé des motifs ⁽¹⁾, l'avant-projet de loi ne prévoit pas que le juge de paix ou de police ne peut être juge de médiation pour des causes introduites au sein de son propre canton. Il est suggéré d'apporter cette précision à l'article 734sexies.2. en projet.

⁽¹⁾ pp. 14 et 20.

Une observation similaire peut être faite, de manière plus générale, pour tous les juges de médiation qui ne peuvent intervenir pour des causes relevant de la chambre dans laquelle ils siègent.

Article 6 (article 70 en projet)

1. A l'alinéa 1^{er} de l'article 70 en projet on écrira "Aux sièges où il existe plusieurs juges". Au lieu de "Aux sièges où existent un ou plusieurs juges ...".

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens exact de l'alinéa 2 en projet. Compte tenu du texte actuel de l'article 70, il semble que l'auteur de l'avant-projet ait voulu viser l'hypothèse où des juges de complément siègent dans plusieurs justices de paix ou dans plusieurs tribunaux de police. Le texte de l'avant-projet doit être complété afin d'apporter toutes les précisions nécessaires.

Article 8 (article 80 en projet)

L'alinéa 2, troisième phrase, en projet, vise "le juge effectif ou suppléant". Or, en vertu des alinéas 1^{er} et 2, première phrase, seul un juge effectif peut être nommé pour remplacer un juge empêché.

Si, comme semble l'indiquer l'exposé des motifs et comme l'ont confirmé les représentants du ministre, l'auteur de l'avant-projet entend permettre la désignation d'un juge suppléant pour remplacer un juge de médiation, il convient de modifier les dispositions précitées.

Article 9 (article 82 en projet)

L'alinéa 2 en projet trouverait mieux sa place dans les dispositions qui traitent de la procédure de médiation et non dans celles relatives à la désignation des juges de médiation au sein du tribunal du travail.

La même observation vaut pour les articles 10 (85 en projet) et 16 (103 en projet).

Article 12 (article 88 en projet)

1. Le Conseil d'Etat se demande comment s'établira, le cas échéant, le règlement particulier du tribunal d'arrondissement.

2. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, il est suggéré de remplacer les mots "après avis du ministère public sur les chambres concernées" par les mots "après avoir pris l'avis du procureur du Roi en ce qui concerne les chambres dans lesquelles siège le ministère public" ⁽²⁾.

3. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, les mots "une cause civile contraire à l'article 92" doivent être remplacés par les mots "Lorsqu'une cause qui, en vertu de l'article 92, aurait dû être introduite devant une chambre composée de trois juges a été introduite devant une chambre composée d'un juge unique ou lorsqu'une cause a été introduite devant une chambre ...".

4. Au paragraphe 2, alinéa 2, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de justifier pour quelles raisons les parties n'ont plus la possibilité de faire valoir leurs observations comme c'est le cas actuellement à l'article 88, § 2, alinéa 2.

Article 14 (article 92 en projet)

Cette disposition prévoit notamment que les demandes relatives à la responsabilité médicale sont désormais de la compétence d'une chambre à trois juges.

⁽²⁾ Pour une telle formulation, voyez l'article 18 de l'avant-projet (article 111 en projet).

Par ailleurs, l'article 26 (article 569, alinéa 1^{er}, 34°, en projet) et l'article 35 (article 632bis en projet) édictent des règles particulières de compétences matérielle et territoriale en ce qui concerne ces mêmes demandes.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de pouvoir justifier, au regard des articles 10 et 11 de la Constitution, les raisons pour lesquelles les cas de responsabilité médicale devraient se voir appliquer des règles de procédure différentes des autres cas de responsabilité professionnelle.

Il importerait, en outre, de définir de manière précise ce qu'il faut entendre par "responsabilité médicale".

Article 20 (article 172 en projet)

Compte tenu du nouvel alinéa, il y a lieu, à l'alinéa précédent de l'article 172, de supprimer les mots "et désigne les greffiers qui assisteront le juge".

Article 21 (article 259sexies en projet)

Il y a lieu de supprimer de l'exposé des motifs la phrase qui précise que les années passées en qualité de juge de complément n'entrent pas en ligne de compte pour le calcul de l'ancienneté requise pour être désigné juge de médiation.

Non seulement cette règle n'est pas reprise dans le texte de l'avant-projet de loi, mais elle est même contradictoire par rapport à l'article 86bis, alinéa 3, en projet, qui dispose que des juges de médiation peuvent être désignés parmi les juges de complément.

Article 24 (article 556, dernier alinéa en projet)

L'auteur de l'avant-projet doit préciser dans le texte si le déclinatoire de juridiction déduit d'une convention d'arbitrage doit - comme cela est déjà prévu par l'article 590, alinéa 2, du Code judiciaire - être formé avant toutes exceptions et défenses.

.../...

Article 25 (article 568, alinéa 2, en projet)

1. Le texte en projet ne permet plus désormais au juge de soulever d'office l'incompétence du tribunal que "pour des motifs intéressant l'ordre public".

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que lorsque le défendeur fait défaut, le juge doit - conformément à la jurisprudence constante de la Cour de cassation ⁽³⁾ - soulever d'office un déclinatoire de compétence, même pour des motifs qui n'intéressent pas l'ordre public, par exemple pour des raisons liées à la compétence territoriale.

2. La version française du dispositif et l'exposé des motifs pourraient être interprétés comme impliquant que les mots "pour des motifs intéressant l'ordre public" s'appliquent aussi bien au déclinatoire de compétence soulevé d'office par le juge qu'à celui soulevé par le défendeur.

Or, le défendeur peut également contester la compétence du tribunal pour des motifs qui n'intéressent pas l'ordre public.

3. Le texte de l'avant-projet doit être revu sur ces deux points.

Article 26 (article 569, alinéa 1^{er}, en projet)

En ce qui concerne les demandes relatives à la responsabilité médicale, il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 14 de l'avant-projet.

⁽³⁾ Voyez notamment Cass., 13 juin 1985, Pas. 1985, I, 1315; Annales de droit de Liège 1986, p. 121, note Fettweis.

Article 27 (article 572, 12°, en projet)

Il y a lieu d'écrire: "des experts visés à l'article 962, § 2, alinéa 2".

Article 28 (article 573 en projet)

Lorsqu'une disposition a fait l'objet de plusieurs modifications, il y a lieu de viser l'ensemble de ces modifications qui sont toujours en vigueur. La phrase liminaire doit être adaptée en conséquence.

La même observation vaut pour l'ensemble de l'avant-projet.

Article 29 (article 587, alinéa 1^{er}, en projet)

Les demandes prévues à l'article 109 de la loi du 12 juin 1991 concernant le crédit à la consommation sont désormais de la compétence du président du tribunal de première instance.

Il convient, dès lors, de modifier l'article 109 de la loi du 12 juin 1991, précitée, qui prévoit toujours la compétence du président du tribunal de commerce.

Article 30 (article 590, alinéa 1^{er}, en projet)

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 24.

Article 31 (article 591, 7°, en projet)

1. Il convient de viser également l'article 221 du Code civil qui ne se confond pas avec l'article 223.

.../...

2. Le texte en projet mentionne les "mesures relatives à la personne, à l'entretien et aux biens des époux, des cohabitants et des enfants pendant la procédure de divorce".

a) Il convient de remarquer qu'il n'y a pas de procédure en divorce pour les cohabitants.

b) Les mesures que peut prendre le juge de paix en ce qui concerne les cohabitants légaux sont déjà prévues par l'article 1479 du Code civil.

En conséquence, il y a lieu de supprimer la référence aux cohabitants et d'ajouter l'article 1479 du Code civil après la mention des articles 221 et 223 du même Code.

c) Dès lors que le but de l'avant-projet est de transférer au juge de paix les compétences jusqu'à présent réservées au président du tribunal de première instance par l'article 1280 du Code judiciaire, il faut harmoniser les termes de ces deux articles. L'article 591, 7°, en projet mentionne "les mesures relatives à la personne, à l'entretien et aux biens des époux (...) et des enfants pendant la procédure de divorce" alors que l'article 1280 du Code judiciaire en projet fait état "jusqu'à la dissolution du mariage (...) des mesures relatives à la personne, aux aliments et aux biens tant des parties que des enfants".

d) Le fait que l'auteur de l'avant-projet ait utilisé l'expression "cohabitants" et non "cohabitants légaux", sans qu'une explication soit fournie dans l'exposé des motifs, amène à s'interroger sur la question de savoir si l'auteur de l'avant-projet a réellement voulu rendre le juge de paix compétent pour trancher les litiges entre cohabitants "ordinaires", qui ne relèvent actuellement de la compétence du juge de paix que dans la mesure où le litige peut être rattaché à une matière entrant, de manière générale, dans les compétences de ce dernier, par exemple, en cas d'occupation d'un immeuble sans titre ni droit ou de contribution alimentaire due pour les enfants communs ⁽⁴⁾.

⁽⁴⁾ S. Brat et A.-Ch. Van Gysel, "Les relations personnelles entre les concubins en droit civil", J.T., 1998, p. 299.

L'avant-projet de loi sera précisé afin d'éviter toute incertitude.

Article 33 (article 620 en projet)

1. Il est illogique d'écrire à propos de la demande principale qu'elle dérive du contrat ou du fait "qui sert de fondement à l'action originaire".

Par ailleurs, la demande reconventionnelle et la demande en intervention étant des demandes incidentes, il est inutile de viser spécifiquement la "demande incidente".

Le texte doit être revu.

2. La même observation vaut pour l'article 83 de l'avant-projet (article 884 en projet) et l'article 87 de l'avant-projet (article 898 en projet).

Article 34 (article 629bis en projet)

Il y a lieu de viser l'article 962, § 2, et non l'article 962, § 3.

Par ailleurs, il serait plus pratique de mentionner le lieu de prestation de serment de l'expert dans l'article 962, § 2, lui-même, et non dans un article 629bis.

Article 35 (article 632bis en projet)

1. Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 14.

2. La place de l'article 632bis en projet, implique que la compétence qu'il établit est d'ordre public et, dès lors, que même après la naissance du litige les parties ne peuvent y déroger. Si telle est bien l'intention de l'auteur de l'avant-projet, il convient de

.../...

le préciser expressément dans l'exposé des motifs, afin d'éviter toute discussion sur cette question.

Article 36 (article 639 en projet)

L'alinéa 6, mentionne "la notification de la décision".

Il y a lieu d'indiquer, plus précisément, qu'il s'agit de la décision de renvoi.

Article 37 (article 640 en projet)

1. Contrairement à ce que mentionne l'exposé des motifs, le juge doit parfois soulever d'office un moyen déduit de son incompétence pour des motifs qui n'intéressent pas l'ordre public. Tel est le cas lorsque le défendeur fait défaut.

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 25.

2. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens des mots "recours distinct". On écrira : "Elle n'est susceptible d'aucun recours".

Article 41 (article 662, alinéa 2, en projet)

1. Il y a lieu de mentionner l'article 726, alinéa 1^{er}, et non l'article 726, alinéa 2, qui concerne l'huissier de justice.

2. L'alinéa 2, in fine, en projet, dispose :

"L'audience se tient dans les quinze jours qui suivent la notification de la décision. L'article 737 est applicable par analogie."

Il y a lieu d'indiquer, de manière plus précise, que la décision visée est la décision de renvoi par le tribunal d'arrondissement.

3. Le Conseil d'Etat se demande s'il est bien nécessaire, dans chaque cas, de recommencer tout le processus d'échange des conclusions si les parties avaient déjà conclu devant le juge initialement saisi. Le texte doit être adapté pour tenir compte de cette situation. En tout état de cause, l'expression "par analogie" est à prohiber.

Article 42 (article 695, alinéa 2, en projet)

Il est suggéré de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"La signification de la contrainte, dans l'année du jugement, au défendeur condamné, emporte, au profit de l'assisté, les effets de la signification du jugement par défaut."

Article 43 (article 702, 3°, en projet)

1. L'article 702, 3°, en projet, qui concerne la citation, ne correspond pas exactement avec l'article 739, § 1^{er}, en projet, qui, de manière générale dispose que "L'acte introductif d'instance contient l'ensemble des faits, demandes et moyens."

La même observation vaut pour l'article 44 (706, alinéa 3, 3°, b), en projet), 115 (1026, 3°, en projet) et 116 (1034ter, 4°, en projet).

2. Dès à présent, le Conseil d'Etat s'interroge sur la question de savoir quelle sera la sanction applicable aux moyens nouveaux formulés tardivement. Seront-ils irrecevables ?

Il est renvoyé à l'observation qui sera formulée sous l'article 53 (article 739 en projet).

.../...

Article 44 (article 706 en projet)

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la question de savoir si, lorsque la déclaration de comparution est envoyée au greffe (article 706, alinéa 4, en projet) l'interruption de la prescription a lieu par le fait de l'envoi ou par celui de la réception de ladite déclaration au greffe.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de trancher clairement cette question.

Article 45 (articles 711 à 715 en projet)

Observations générales

1. Il est d'usage qu'un article distinct soit consacré à chacune des dispositions de nature législative qui doivent être modifiées ou remplacées. Cela permettra à la Chambre et au Sénat de procéder à la discussion et au vote article par article.

Cette observation vaut également pour les articles 52 et 53 de l'avant-projet.

2. Cette disposition remplace la section première de la partie IV, Livre II, Titre I^{er}, Chapitre III, du Code judiciaire, qui comprend les articles 711 à 715.

La nouvelle section, intitulée "Du rôle électronique", consacre la place centrale dorénavant réservée à ce rôle et l'article 711, actuel, qui définit le "rôle général" tenu au greffe de chaque juridiction, est remplacé par un nouvel article 711 qui prévoit la mise en place d'un rôle électronique central auquel sont reliées toutes les juridictions du pays et qui comporte, en application du nouvel article 712, une partie publique et une partie dont l'accès est réservé à certaines autorités.

L'article 712, nouveau, qu'il convient de lire en parallèle avec l'article 716, nouveau (article 46 du projet), se réfère, par ailleurs, toujours aux notions de "rôle général" et de "rôle particulier", auxquelles est ajoutée la notion de "rôle provisoire", lequel semble constituer un préalable à l'inscription au "rôle général".

Il apparaît donc que le "rôle électronique" englobe les divers types de rôle dont il est fait mention dans le texte en projet.

Même si l'exposé des motifs précise que le "rôle électronique" comporte plusieurs rubriques et se réfère par ailleurs aux notions de "rôle général", de "rôle particulier" et de "rôle provisoire", il serait indiqué, afin de permettre une compréhension plus aisée de la réforme envisagée, que cet exposé soit complété de manière à mieux décrire la conception d'ensemble et le fonctionnement général du nouveau "rôle électronique", de même que l'intégration des différents autres rôles dans ce système, notamment au regard de la partie "publique" et de la partie "réservée" que comportera le "rôle électronique".

Article 45 (article 712 en projet)

1. Au paragraphe 1^{er}, 1°, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison la liste des mots clés doit être rédigée uniquement en français et en néerlandais devant la Cour de Cassation, alors qu'en vertu de l'article 27bis, § 1^{er}, alinéa 3, de la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire, la requête en cassation peut être rédigée en allemand.

2. Au paragraphe 1^{er}, 2°, le Conseil d'Etat n'aperçoit pas le sens des mots "dans la langue de la procédure". Il y a lieu d'indiquer que les mots clés sont rédigés dans la ou les langues employées par la juridiction concernée.

3. Au paragraphe 1^{er}, 4°, c), le texte vise "le nombre de causes qui ont été fixées"; s'agit-il de fixations pour plaidoiries ? Le texte doit être précisé.

4. L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur les dispositions de l'arrêté royal du 30 novembre 1970 fixant pour l'exécution de l'article 1022 du Code judiciaire, le tarif des dépens recouvrables. L'article 1^{er} de cet arrêté royal dispose que les indemnités ne sont pas dues "(...) si le défendeur avant la mise au rôle fait droit à la

demande et s'acquitte de ses obligations (...)" . Quelle sera l'incidence sur cette disposition du rôle provisoire instauré par l'avant-projet ?

Article 46 (article 716 en projet)

1. Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, selon le représentant du ministre, les mots "Lorsque les conditions légales ont été remplies" visent le paiement des droits de mise au rôle. Mieux vaut l'indiquer explicitement.

2. Au paragraphe 2, alinéa 1^{er}, le Conseil d'Etat s'interroge sur la portée des mots "le cas échéant (la cause) est inscrite en même temps au rôle particulier de la chambre et au rôle de l'audience ...".

L'exposé des motifs doit fournir des explications à ce sujet.

Article 48 (article 718 en projet)

1. Il y a lieu d'écrire : "Lorsque la cause est introduite autrement que par citation, ...".

2. Strictement parlant, ce n'est pas lorsque l'acte introductif d'instance est expédié au greffe qu'il est inscrit au rôle général, mais lorsqu'il est reçu par le greffe.

Article 49 (article 726 en projet)

1. Pour des raisons de gestion efficace des rôles, il convient d'obliger ceux qui ont procédé à une inscription au rôle provisoire de supprimer cette inscription dès l'instant où ils renoncent à poursuivre leur action, afin qu'une autre cause puisse être inscrite à la place. En effet, si deux jours avant l'audience l'on se rend compte qu'un certain nombre de causes inscrites au rôle provisoire n'ont pas fait l'objet d'une inscription au rôle

.../...

général, il sera de toute façon trop tard pour permettre l'inscription d'autres causes au rôle provisoire, puis au rôle général de l'audience en question. Cette règle, qui est mentionnée en page 18 de l'exposé des motifs, n'est cependant pas consacrée par l'avant-projet de loi. Cette lacune doit être comblée.

2. L'alinéa 2 dispose que si l'huissier de justice cite à une audience pour laquelle le rôle électronique indique qu'il n'est plus possible d'introduire la cause, celle-ci est d'office remise à la première audience utile.

L'exposé des motifs précise qu'en cas d'extrême urgence, le chef de corps ou le greffier peut autoriser à citer pour une audience déjà complète. Cette possibilité n'est cependant pas mentionnée dans l'avant-projet de loi.

3. Le dernier alinéa vise "les personnes qui introduisent la cause". Or, lorsque la cause est introduite par requête, c'est le juge, et non les parties, qui fixe le jour de l'audience (article 1034sexies).

Article 51 (article 730 en projet)

1. Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas pour quelle raison l'avant-projet ne précise plus, comme le fait l'article 730, § 1^{er}, alinéa 2, § 2, a), alinéa 3, et § 3, du texte actuel, les conséquences qui s'attachent soit à la radiation, soit à l'omission du rôle. Cette lacune doit être comblée.

2. Le paragraphe 2, alinéa 2, dispose que le maintien d'une cause doit se faire par "demande motivée". L'exposé des motifs précise que si la demande n'est pas suffisamment motivée, la cause sera omise.

Selon le représentant du ministre, la motivation doit porter sur les raisons du retard dans la mise en état de la cause. L'exposé des motifs doit contenir cette précision.

.../...

Article 52 (articles 734sexies.1. à 734sexies.10. en projet)

1. Ni le texte de l'avant-projet ni l'exposé des motifs ne contiennent de précision quant à la manière dont, en matière familiale, la procédure de médiation prévue par les articles 734sexies.1. à 734sexies. 10. va coexister avec la procédure de médiation en matière familiale prévue par les articles 734bis à 734sexies introduits dans le Code judiciaire par la loi du 19 février 2001 "relative à la médiation en matière familiale dans le cadre d'une procédure judiciaire". Ainsi, par exemple, ces deux procédures pourraient-elles se succéder dans le temps ? L'une exclut-elle l'autre ?

Cette lacune doit être comblée.

2. Les dispositions en projet doivent, par ailleurs, porter le numéro "septies" et non "sexies".

Article 52 (article 734sexies.1. en projet)

L'article 734sexies.1. en projet, qui traite de l'organisation judiciaire, n'a pas sa place dans les dispositions du Code judiciaire relatives à la procédure.

Article 52 (article 734sexies.3. en projet)

1. L'exposé des motifs de l'avant-projet de loi, qui mentionne l'avis des trois jurisconsultes que prévoyait l'ancien article 467 du Code civil, ne correspond plus à la législation actuelle en matière de tutelle qui a été profondément réformée par la loi du 29 avril 2001 modifiant diverses dispositions légales en matière de tutelle des mineurs.

2. Le fait que les litiges mentionnés à l'article 2045 du Code civil puissent faire l'objet d'une médiation ne peut dispenser du respect des conditions prévues par cette disposition. Dès lors, sauf texte contraire, si la médiation aboutit dans un litige opposant le tuteur à un tiers, le procès-verbal ne pourra être signé sans autorisation spéciale du juge

.../...

de paix du domicile ou de la résidence du mineur qui est spécialement chargé de protéger les intérêts du mineur. De même, en cas de litige entre le tuteur et le mineur devenu majeur, le procès-verbal ne pourra être signé avant l'approbation définitive du compte de tutelle.

Article 52 (article 734sexies.5. en projet)

Il y a lieu d'écrire de manière plus précise : "Lorsque le juge autorise le renvoi au juge de médiation, ... dans le mois qui suit la notification de la convocation".

Article 52 (article 734sexies.9. en projet)

1. Au paragraphe 3, il est illogique d'écrire que le jugement rendant l'accord exécutoire n'est susceptible d'aucun recours par les parties litigantes "sauf si la déclaration rendant l'accord exécutoire a été refusée".

En effet, si le juge a refusé de rendre l'accord exécutoire, il n'existera, par définition, pas de jugement "rendant l'accord exécutoire".

Le Conseil d'Etat suppose que l'auteur de l'avant- projet a voulu viser, d'une part, l'hypothèse où un jugement rend l'accord exécutoire et, d'autre part, l'hypothèse où un jugement refuse de rendre l'accord exécutoire.

2. Le texte s'écarte sans raison de la formulation de l'article 1043 du Code judiciaire qui concerne le jugement d'accord. Il convient pour la rédaction du texte en projet de mieux respecter la formulation de cet article.

3. En conclusion, la rédaction du paragraphe 3 doit être revue.

Article 52 (article 734sexies.10. en projet)

La règle qui dispose que le juge statue dans le mois de la requête doit constituer l'alinéa 3 de l'article 734sexies.4.

En effet, il ne s'agit pas d'une règle propre à l'hypothèse d'un rejet de la demande de médiation. C'est de manière générale que le juge doit statuer dans le mois de la requête, qu'il accepte ou refuse la demande.

Les autres dispositions de l'article 734sexies.10. trouveraient mieux leur place avant l'article 734sexies.5.

Article 53 (article 736 en projet)

1. L'exposé des motifs indique :

"Dès que des conclusions ont été déposées, la cause n'entre plus en ligne de compte pour des débats succincts".

Une telle règle ne se trouve cependant pas dans l'avant-projet qui mentionne seulement, au paragraphe 2, alinéa 1^{er} :

"Lorsque toutes les parties demandent des débats succincts et qu'il n'est pas déposé de conclusions, le juge doit accéder à la demande".

L'on pourrait penser, à la lecture de cet alinéa, que si des conclusions ont été déposées, le juge décide de la même manière que lorsqu'une des parties ne marque pas son accord sur la procédure en débats succincts c'est-à-dire décide lui-même d'accéder ou non à la demande de débats succincts. Cela éviterait l'abus qui consisterait à déposer des conclusions à l'audience d'introduction dans le seul but d'éviter les débats succincts. Enfin, il se pourrait que la demande de débats succincts du défendeur se fasse par voie de

conclusions ⁽⁵⁾. Dans ce cas, il serait évidemment absurde d'écarter les débats succincts au motif que des conclusions ont été déposées.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de traduire clairement ses intentions dans le texte de l'avant-projet.

2. Il serait souhaitable que la disposition en projet mentionne - comme le fait actuellement l'article 735, § 6 - que les décisions relatives à la procédure en débats succincts ne sont susceptibles d'aucun recours.

Article 53 (article 737 en projet)

1. L'article 737, § 1^{er}, déclare une liste d'articles applicables lorsque les parties ne se prononcent pas sur les délais pour conclure ni sur la date d'audience.

Il y a cependant lieu de noter que certains de ces articles, tel l'article 743, alinéa 1^{er}, sont applicables même lorsque les parties se prononcent sur les délais pour conclure ou sur la date d'audience.

Par ailleurs, certains articles qui ne sont pas mentionnés sont incontestablement applicables à l'hypothèse envisagée. Tel est le cas, par exemple, des articles 740, 741, 742, 743, alinéa 2, 744 et 755, en projet.

2. Il résulte, a contrario, des mots "ni sur la date de l'audience" figurant à l'article 737, § 1^{er}, en projet, que les parties peuvent se prononcer, non seulement sur les délais pour conclure mais également sur la date de l'audience.

Or, l'article 737, § 2, en projet, consacre uniquement la possibilité pour les parties d'aménager les délais pour conclure. Que les parties soient parvenues ou non à un accord, l'audience est toujours fixée par le juge "dans les deux mois qui suivent l'expiration du dernier délai pour conclure". Il y a là une contradiction que l'avant-projet de loi doit lever.

⁽⁵⁾ L'article 736, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet est muet sur la manière dont le défendeur doit formuler sa demande.

3. Au paragraphe 2, alinéa 3, les mots "et moyennant respect de l'article 743" semblent résulter d'une erreur. Il va, en effet, de soi que les règles relatives au contenu des conclusions doivent être respectées. Il résulte de l'exposé des motifs que l'auteur de l'avant-projet a, en réalité, voulu se référer à l'article 742, en projet, qui limite le nombre des conclusions que peuvent déposer les parties.

Il est renvoyé à ce sujet à l'observation qui sera formulée sous l'article 53 du projet (article 742 en projet).

4. Au paragraphe 2, alinéas 3 et 4, il convient d'indiquer que le juge fixe également la date du dépôt des dossiers lorsque la réduction des délais ne permet pas de respecter le prescrit de l'article 756ter, alinéa 1^{er}. Cette date doit être indiquée sur la feuille d'audience.

5. Dans l'avis 30.979/2, donné le 31 janvier 2001, sur une proposition de loi "modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la procédure civile", la section de législation avait formulé l'observation suivante :

"L'alinéa 2 dispose que c'est dans l'acte introductif d'instance que le demandeur peut demander une prolongation ou une réduction des délais légaux fixés pour le dépôt des conclusions. L'on se demande cependant si, à ce stade du litige, le demandeur sera en mesure d'apprécier la complexité de la cause. Bien souvent, après la réception des conclusions du défendeur, le demandeur se rend compte que la cause est bien plus complexe qu'il ne l'avait cru initialement."

Une observation semblable peut être faite pour l'avant-projet examiné.

6. Il serait souhaitable que la disposition en projet mentionne - comme le fait actuellement l'article 735, § 6 - que les décisions relatives à la procédure en débats succincts ne sont susceptibles d'aucun recours.

Article 53 (article 738 en projet)

Il convient que l'article 738, en projet, soit harmonisé avec la disposition de l'article 803, en projet, qui permet à la partie comparante, en cas de défaut de l'autre partie, de demander que la cause soit renvoyée au rôle.

Il est suggéré de compléter l'article par les mots "ou dans le cas prévu à l'article 803".

Article 53 (article 739 en projet)

1. L'article 739 en projet dispose en son paragraphe 1^{er} que "... l'acte introductif d'instance contient l'ensemble des faits, demandes et moyens."

Le même article dispose, par ailleurs, en son paragraphe 2 que "... dans ses conclusions en réponse, le défendeur présente l'ensemble des exceptions et moyens en même temps et, le cas échéant, toutes les demandes incidentes."

Le Conseil d'Etat s'interroge sur la sanction qui serait applicable aux moyens et exceptions ultérieurement invoqués soit, par le demandeur, après la signification de sa citation, soit, par le défendeur, après le dépôt de ses premières conclusions. S'agira-t-il de la nullité telle que déjà prévue à l'article 702 du Code judiciaire ? Outre que pareille sanction ne concerne pas les conclusions du défendeur, force est de constater que la formulation de moyens nouveaux ne saurait, rétroactivement, rendre nulle une citation ou des conclusions valablement rédigées. En réalité, seule l'irrecevabilité du moyen nouveau formulé pour la première fois après la citation ou l'irrecevabilité de l'exception formulée pour la première fois après dépôt des premières conclusions, pourrait être envisagée. La question se pose cependant de savoir si pareille sanction - qui rappellerait l'irrecevabilité des moyens nouveaux en cassation - n'est point manifestement excessive devant le juge du fond. Une telle sanction ⁽⁶⁾ constituerait, en tout cas, en droit judiciaire belge, une innovation majeure impliquant, notamment, que soit totalement revu le dispositif mis en

⁽⁶⁾ qui n'empêcherait pas, par ailleurs, l'introduction d'une nouvelle citation reprenant les moyens nouveaux et provoquerait, dès lors, un cas de litispendance ou de connexité.

place à l'article 807 du Code judiciaire que l'auteur de l'avant-projet ne modifie pas et qui autorise, dans certaines conditions, l'extension ou la modification de la demande.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de ne laisser planer aucun doute sur ses intentions et de clarifier, sur une question aussi fondamentale, les textes en projet.

2. Au paragraphe 2, l'avant-projet doit indiquer le délai dont dispose le défendeur pour déposer ses secondes conclusions. Le paragraphe consacré à cette question semble s'être perdu à l'article 756, septies, § 2, en projet.

3. Au paragraphe 3, alinéa 1^{er} dernière phrase, il y a lieu d'écrire, de manière plus explicite : "ces frais seront taxés comme dépens".

4. Le paragraphe 3, alinéa 3, dispose que, lorsqu'il est prévu que les pièces ou les conclusions sont déposées au greffe, cela signifie également qu'elles peuvent y être envoyées.

Il convient que l'avant-projet précise si, dans ce cas, la date à prendre en considération pour vérifier le respect des délais est celle de la réception effective de la pièce au greffe, à moins que l'auteur de l'avant-projet n'entende, pour la communication des conclusions et pièces au greffe, faire application de l'article 745, alinéa 2 - non abrogé par l'avant-projet de loi - qui dispose que "... la communication des conclusions est réputée accomplie 5 jours après l'envoi."

Article 53 (article 741 en projet)

1. L'alinéa 1^{er} dispose que "Les conclusions déposées hors du délai fixé par la loi ou par le juge doivent être écartées".

Le Conseil d'Etat se demande pour quelle raison ne pas avoir maintenu l'expression "sont écartées d'office des débats" qui figure dans les articles 740 et 747, § 2, alinéa 6, actuels du Code judiciaire.

2. Au même alinéa, il convient de mentionner, outre le dépôt des conclusions - c'est-à-dire, le dépôt au greffe - la communication des conclusions aux autres parties ⁽⁷⁾.

Dès lors que les parties disposeront de délais réduits pour conclure, il importe encore plus qu'elles soient effectivement en possession des conclusions des autres parties dans les délais fixés par la loi ou par le juge. Il y a lieu, cependant, d'être particulièrement attentif au fait que, compte tenu de l'article 745, dont l'avant-projet maintient l'alinéa 2, le délai pour conclure sera diminué de cinq jours.

3. L'article 741, alinéa 2, en projet, dispose :

"Après que le délai imparti à une partie a expiré, celle-ci ne peut plus déposer de pièces ou de conclusions."

S'agissant de pièces, ce texte doit-il être interprété comme signifiant que le demandeur qui n'a pas déposé ses pièces dans les huit jours de l'acte introductif ne pourrait plus le faire ultérieurement ? Le Conseil d'Etat s'interroge, en effet, sur les possibilités

⁽⁷⁾ Comme l'écrit J. Englebert à propos de la réforme de 1992 :
"Dès lors qu'un délai est soumis à une déchéance, il importait de définir avec précision la date de prise de cours et celle de l'échéance de ce délai, et l'acte qui devait impérativement être posé avant le terme fatidique.
A juste titre, le législateur a estimé qu'il s'agissait de la communication des conclusions à la partie adverse. En effet, le dépôt des conclusions au greffe, formalité qui produit d'autres effets, était inefficace à permettre une application cohérente des nouvelles règles, dès lors que le délai pour conclure, prescrit à peine de déchéance, ne peut logiquement commencer à courir à l'égard d'une partie qu'après qu'elle ait eu connaissance des conclusions de son adversaire (sous réserve de l'hypothèse où cette partie doit conclure en premier - dans ce cas, c'est généralement à dater de la notification de l'ordonnance fixant les délais, que celui-ci prendra cours)" ("Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage : polissez-le et le repolissez", J.L.M.B. 1995, p. 1553).

concrètes offertes au défendeur pour conclure, dans le cas où les pièces du demandeur ne sont pas déposées. Le texte doit être plus précis sur ces questions.

4. L'exposé des motifs précise :

"Celui qui laisse expirer son premier délai pour conclure ne peut plus déposer de conclusions ultérieures ou de pièces. Dans le cas contraire, le déroulement de la procédure s'en trouverait perturbé."

a) L'alinéa 2 de l'article 741, en projet, ne traduit qu'imparfaitement cette intention, à défaut de préciser que le "délai imparti" est le premier délai dont dispose chaque partie pour conclure après l'audience d'introduction.

b) La règle énoncée dans l'exposé des motifs est excessive. Si le défendeur a laissé passer le délai pour conclure, il devrait pouvoir déposer des conclusions complémentaires et des pièces complémentaires si celles-ci ont pour seul but de répondre à une extension de la demande, voire à un moyen nouveau développé par le demandeur dans ses "conclusions en réplique".

Article 53 (article 742 en projet)

1. Il paraît anormal que si des circonstances exceptionnelles propres à la cause justifient qu'une partie dépose de nouvelles conclusions, ce dépôt soit subordonné à l'accord de l'autre partie. Il conviendrait de distinguer clairement l'hypothèse dans laquelle, de l'accord des parties, de nouvelles conclusions seront échangées, de l'hypothèse, toute différente, dans laquelle la survenance de faits nouveaux ou de circonstances particulières justifient le dépôt de nouvelles conclusions.

La distinction entre ces deux hypothèses est faite actuellement à l'article 748 qui, dans son paragraphe 1^{er}, vise des conclusions déposées avec l'accord des parties et, dans son paragraphe 2, des conclusions pouvant être déposées avec la permission du juge si "une pièce ou un fait nouveau et pertinent justifiant de nouvelles conclusions est découvert". Il paraît indiqué que le texte en projet fasse également ces distinctions.

.../...

2. Le Conseil d'Etat se demande comment l'article 742 en projet s'articulera avec les hypothèses prévues aux articles 756quinquies et 813bis, en projet. Ces deux dispositions prévoient déjà des cas dans lesquels il sera permis aux parties de conclure additionnellement ou plus amplement.

3. Il convient que l'auteur de l'avant-projet précise selon quelle procédure se fait la demande de troisièmes conclusions et comment la décision du juge est portée à la connaissance des parties.

Articles 56 et 57

1. Contrairement à la situation actuelle où la plupart des causes sont renvoyées au rôle lors de l'audience d'introduction, à charge pour les parties d'obtenir ultérieurement une fixation une fois que la cause est en état d'être plaidée, l'avant-projet entend mettre sur pied un système de délais de rigueur pour conclure, la date d'audience de plaidoiries étant fixée par le juge, lors de l'audience d'introduction, dans les deux mois qui suivent l'expiration du dernier délai pour conclure.

Il en résulte que, sauf en cas de renvoi au rôle, les règles relatives à la fixation des causes sont étroitement liées à celles relatives à l'instruction lors de l'audience d'introduction et, partant, que ces deux types de règles doivent être rassemblées dans une même section.

Dès lors, l'article 756bis, alinéa 1^{er}, en projet doit trouver sa place dans la section II - que l'on pourrait intituler "De l'instruction à l'audience d'introduction et des fixations" - et non dans une section V intitulée "Des fixations et de l'instruction à l'audience". Cette structure s'impose d'autant plus que la règle de la fixation de la date de l'audience par le juge lors de l'audience d'introduction est déjà mentionnée, à la section II, pour les deux cas particuliers que constituent le refus des débats succincts par le juge (article 736, § 2, alinéa 3, en projet) et l'aménagement des délais pour conclure (article 737, § 2, alinéas 3 et 4, en projet). Il s'impose donc que la section II comprenne également la règle de la fixation de l'audience de plaidoiries par le juge lors de l'audience

d'introduction dans l'hypothèse la plus fréquente, à savoir celle où les parties n'ont demandé ni les débats succincts ni l'aménagement des délais pour conclure.

2. L'alinéa 2 dispose que lorsque des délais dérogatoires sont accordés, la feuille d'audience mentionne les délais dérogatoires et le jour de l'audience.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur ce que la mention du jour de l'audience sur la feuille d'audience doit également être prévue lorsqu'il n'est pas dérogé aux délais légaux. En effet, il importe de conserver la trace de la date fixée par le juge dans les deux mois qui suivent l'expiration des délais légaux pour conclure.

Article 58 (article 756ter en projet)

L'exposé des motifs indique que "les dossiers déposés hors délai peuvent ne pas être pris en considération".

Ce commentaire - au demeurant exagérément sévère, dès lors que les dossiers en question ont été régulièrement communiqués entre parties - ne se trouve cependant pas dans le texte de l'avant-projet, de sorte que le délai de quinze jours doit être considéré comme un délai d'ordre et non de rigueur. Cette interprétation est confirmée par le fait que l'alinéa 2 mentionne comme seule sanction l'application de l'article 16bis en projet, à savoir, l'imposition d'une amende civile.

Article 59 (article 756quater en projet)

1. L'alinéa 1^{er} dispose que la cause est retenue à l'audience. Qu'advient-il si toutes les parties font défaut ?

2. L'alinéa 2 prévoit que "la partie qui n'a pas pris de conclusions n'est pas admise aux plaidoiries".

Cette disposition paraît trop sévère au regard du principe d'égalité des armes qui implique l'obligation d'offrir à chaque partie la possibilité de faire valoir ses arguments dans des conditions qui ne la désavantage pas d'une manière excessive par rapport à la partie adverse.

En effet, dès lors que le procès se continue, que le juge doit le trancher et que l'autre partie dispose du droit de plaidoirie, il peut être sérieusement soutenu que la partie qui n'a pas conclu doit pouvoir être admise, fût-ce de manière limitée, à la plaidoirie. Elle doit, par exemple, pouvoir contester la régularité de la procédure, pouvoir répondre aux éclaircissements demandés par le juge, pouvoir être admise à plaider sur le contenu de la citation ou des conclusions et pièces qu'elle aurait régulièrement déposées.

Articles 60 et 62

(articles 756quinquies et 756septies en projet)

Le Conseil d'Etat se demande dans quelle mesure ces articles pourront être utilisés pour permettre à une partie qui a laissé passer les délais fixés par la loi ou par le juge de pouvoir encore conclure et déposer des pièces.

Pour le surplus, il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 53 de l'avant-projet (article 742 en projet).

Article 62 (article 756septies en projet)

1. Comme indiqué dans l'observation formulée sous l'article 53 de l'avant-projet (article 739 en projet), le paragraphe 2 doit manifestement constituer l'alinéa 5 de l'article 739, § 2.

2. Les pièces complémentaires déposées doivent être soumises à la contradiction de toutes les parties qui doivent pouvoir conclure à leur sujet. L'avant-projet sera, dès lors, complété afin de mieux garantir les droits des parties.

.../...

Article 63 (article 756octies en projet)

1. Les alinéas 1^{er} et 3 visent l'hypothèse dans laquelle, à la demande d'une partie, la cause renvoyée au rôle doit être ramenée à l'audience. Ces alinéas 1^{er} et 3 doivent être regroupés sous un paragraphe 1^{er}.

L'alinéa 2 vise l'hypothèse, toute différente, dans laquelle toutes les parties estiment que la cause est en état d'être plaidée. Cet alinéa doit faire l'objet d'un paragraphe 2.

Pour le surplus, dans l'ensemble du texte, les mots "en état d'être instruite" doivent être remplacés par les mots "en état d'être plaidée".

2. Il n'y a pas lieu de renvoyer à l'article 1065 qui concerne la procédure d'appel. Il suffit de prévoir que "La demande est formée au greffe".

3. A l'alinéa 3 (devenant l'alinéa 2), la dernière phrase serait mieux rédigée comme suit : "L'article 737 sera applicable en fonction de l'état d'avancement de la cause".

Article 64 (article 763bis en projet)

1. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la question de savoir si la conciliation en cours de procédure ne peut avoir lieu qu'entre parties capables de transiger et sur des objets susceptibles d'être réglés par transaction, comme il est prévu à l'article 731 du Code judiciaire.

Le texte doit clarifier cette question.

2. Au paragraphe 3, il serait préférable de prévoir que si les parties se concilient, il est pris acte de leur accord sous forme d'un jugement d'accord régi par l'article 1043 du Code judiciaire.

.../...

Article 65 (article 764 en projet)

Selon l'exposé des motifs :

"... le texte de l'article 765 actuel, qui prévoit que le tribunal de la jeunesse et la chambre de la jeunesse de la cour d'appel ne statuent, à peine de nullité, qu'après avoir entendu le ministère public en son avis ou ses réquisitions, n'est pas repris."

Il va de soi, cependant, que tous les cas d'intervention du ministère public prévus par la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse - qui est une loi spéciale au sens de l'article 764, § 1^{er}, 6° en projet - restent intacts.

L'article 8 de la loi du 8 avril 1965, précitée, dispose également que les substituts de la jeunesse

"... exercent également les fonctions du ministère public près le tribunal civil chaque fois que celui-ci est appelé à statuer sur les mesures provisoires relatives à la personne, aux aliments et aux biens d'enfants mineurs non émancipés dont les père et mère sont en instance de divorce ou de séparation de corps."

Le paragraphe 2 de l'article 764 en projet permet de rendre toute cause communicable à la demande du "tribunal ou de la cour". Il serait judicieux de prévoir également que cette communication pourrait être rendue nécessaire à la demande du juge de paix notamment dans le cadre des attributions nouvelles que lui confère l'article 1280 en projet.

Article 66 (article 765 en projet)

Cette disposition fait double emploi avec les articles 894 et 904.

Article 67 (article 766 en projet)

1. La disposition en projet stipule que "Le juge communique la cause au ministère public". Contrairement à la situation actuelle, la cause n'est plus communiquée

.../...

après la clôture des débats, mais, selon l'exposé des motifs, "à l'audience". L'exposé des motifs précise que les débats "ne seront clôturés qu'à une deuxième audience à laquelle la cause sera instruite à la lumière de l'avis et du point de vue des parties à cet égard".

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que les dispositions actuelles des articles 766 à 768, que l'avant-projet de loi ne modifie que légèrement, concernent une procédure qui se déroule après la clôture des débats. Il n'y est donc nullement prévu de seconde audience au cours de laquelle la cause serait instruite - ou plus exactement poursuivie - à la lumière de l'avis du ministère public et du point de vue des parties sur cet avis. Seul l'article 769, en projet, fait allusion à "la dernière audience".

Si l'auteur de l'avant-projet entend maintenir une telle audience, il convient de la prévoir plus explicitement.

2. Compte tenu du fait que la communication au ministère public n'a plus lieu après la clôture des débats, il convient d'adapter l'article 771 du Code judiciaire.

Article 69 (article 769 en projet)

La seconde phrase en projet fait double emploi avec l'article 770, alinéa 1^{er}.

Article 73 (article 782 en projet)

Faut-il déduire de ce texte que le juge et son greffier ne peuvent plus signer le jugement par voie ordinaire et que les jugements ainsi signés ne sont plus conservés au greffe ?

Article 74 et suivants (articles 783 et suivants en projet)

Les dispositions relatives à la feuille d'audience sont contenues dans la section 8 ⁽⁸⁾ relative au jugement de la cause.

Or, les feuilles d'audience et leur communication aux parties concernent également l'audience d'introduction. C'est même par la communication de la feuille d'audience que les parties seront informées des délais pour conclure.

Il est donc suggéré de consacrer une section spéciale aux feuilles d'audience.

Article 75 (article 787bis en projet)

1. A l'alinéa 1^{er}, il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier s'il ne convient pas de prévoir également la communication de la feuille d'audience aux avocats comparants afin que ceux-ci puissent avoir une trace écrite et officielle de la fixation des délais pour conclure et de la date d'audience.

2. L'habilitation au Roi doit être plus précise. En effet, l'article 783 du Code judiciaire mentionne déjà ce que doit contenir la feuille d'audience et l'article 784, la manière dont sont conservées les feuilles d'audience. Un arrêté royal ne pourrait déroger à ces dispositions.

Selon le représentant du ministre, le but est d'habiliter le Roi à déterminer le modèle de la feuille d'audience. Il convient de le mentionner expressément.

Article 77 (article 802 en projet)

Le paragraphe 2, alinéa 2, dispose que le jugement est réputé contradictoire à l'égard de la partie qui n'a pas comparu et qui n'a pas déposé de conclusions mais qui a été informée par pli judiciaire des délais pour conclure et de la date de l'audience.

⁽⁸⁾ De manière générale, il appartient à l'auteur de l'avant-projet de tenir compte de ce que, dans le Code judiciaire, les sections sont indiquées en chiffres arabes.

Comme l'a confirmé le représentant du ministre, le Conseil d'Etat suppose que cet alinéa concerne l'hypothèse où il n'a pas été pris défaut, à l'audience d'introduction, contre la partie qui n'a pas comparu, hypothèse développée à l'article 803, en projet.

Article 80 (article 813bis en projet)

La question se pose de savoir si l'article 813bis, en projet n'implique pas l'abrogation ou, à tout le moins, l'aménagement des articles 857 à 859 du Code judiciaire.

Article 82 (article 818 en projet)

A l'alinéa 2, il y a lieu de viser l'article 802, § 1^{er}.

Article 83 (article 884 en projet)

Comme dans le texte actuel, il est suffisant d'écrire : "En cas de demande principale ou incidente en vérification d'écriture ...". En effet, une demande reconventionnelle est une demande incidente.

La même observation vaut pour l'article 87 (article 898 en projet).

Article 91 (article 951 en projet)

1. Il convient d'indiquer de manière plus précise comment les parties et leurs conseils sont informés de la nouvelle fixation : pli judiciaire, simple lettre, etc. ?

2. Au dernier alinéa, il y a lieu d'écrire, in fine, comme dans la version néerlandaise, "... du procès-verbal d'enquête contraire".

Articles 92 à 110 - Expertise (articles 962 à 991 en projet)

L'auteur de l'avant-projet gagnerait à introduire les modifications proposées en s'écartant le moins possible de la rédaction du Code judiciaire.

Article 92 (article 962 en projet)

1. Au paragraphe 2, la mention de la signature et du serment sur le rapport n'est pas formellement prescrite à peine de nullité à la différence de ce que prévoit actuellement l'article 979, alinéa 3, du Code judiciaire.

Il est rappelé que selon l'article 860 du Code judiciaire, aucun acte de procédure ne peut être déclaré nul si la nullité n'est pas formellement prononcée par la loi.

2. Le paragraphe 3, dernier alinéa, première phrase, dispose :

"Les parties ou la partie la plus diligente demandent le remplacement des experts désignés avant qu'ils soient chargés de leur mission."

Mieux vaut écrire, comme à l'article 964, alinéa 2, actuel, "avant qu'ils n'aient été avertis de leur désignation".

Il convient de noter que même après que l'expert ait été averti de sa désignation, une possibilité identique de remplacement reste ouverte sur le fondement de l'article 964, § 2, alinéa 1^{er}, en projet.

Article 93 (article 963 en projet)

Le paragraphe 2, alinéas 1^{er} et 2, fait état de la "prorogation" et de la "prolongation" du délai dans lequel l'expert doit déposer son rapport.

Or, le principe de telles "prorogations" ou "prolongations" n'a pas été consacré dans les articles précédents

L'avant-projet doit être complété afin de préciser ce qu'il faut entendre par les mots "le cas échéant, prorogé," et, plus spécialement, de se prononcer sur la question de savoir si cette prorogation procède exclusivement d'une décision du juge ou peut résulter de l'accord des parties.

Article 95 (article 964 en projet)

Au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, il est prévu que le juge rectifie ou fasse rectifier toute irrégularité de forme ou de fond.

Le Conseil d'Etat s'interroge sur ce qu'il faut entendre par une "irrégularité de fond".

Article 96 (article 964bis en projet)

Le mot "intervenir" pourrait prêter à confusion avec la notion d'intervention à la cause. Mieux vaut le remplacer par "assister" ou "prendre part".

Article 97 (article 973 en projet)

1. Les alinéas 3 et suivants devraient constituer un article distinct. En effet, les règles relatives au début de l'expertise n'ont pas de rapport direct avec la mission de contrôle du juge.

2. A l'alinéa 3, in fine, les mots "Les parties et les conseils peuvent dispenser les experts de cette formalité" semblent s'appliquer uniquement à la convocation à la première réunion d'expertise.

.../...

En réalité, dans la quasi totalité des cas, toutes les parties seront présentes ou représentées à la première réunion d'expertise. Ce n'est que pour des constatations ultérieures, de nature souvent techniques, que les parties dispenseront les experts de les convoquer.

A cet égard, les articles 965, alinéa 2, et 973, alinéa 3, actuels, sont plus conformes à la réalité.

L'avant-projet de loi doit, dès lors, être précisé.

Articles 98 à 100

L'avant-projet de loi ne comporte pas d'article 98 et comprend deux articles 100. Ces erreurs matérielles doivent être corrigées.

Article 99 (en réalité 98) (article 978 en projet)

La précision, contenue dans l'exposé des motifs ⁽⁹⁾, selon laquelle le juge peut demander des renseignements à l'expert, ne se trouve pas dans l'avant-projet.

Article 99

En ce qui concerne la sanction du défaut de signature du rapport par les experts, il est fait référence à l'observation n° 1 formulée sous l'article 92.

Article 101 (article 982bis en projet)

1. Il semble que les alinéas 4 à 8 ne concernent pas le déroulement de toutes les expertises, mais une hypothèse particulière d'expertise ordonnée d'office par le juge, dans le cadre d'une mesure d'instruction (par exemple : comparution personnelle ou visite des lieux).

⁽⁹⁾ Voir p. 36.

Ils ne doivent donc pas constituer des alinéas de l'article 982bis mais bien un article distinct.

2. La question se pose toutefois de savoir comment articuler ces alinéas 4 à 8 avec l'article 989 actuel qui présente la particularité de n'être applicable qu'en degré d'appel et qui donne une possibilité encore plus large au juge.

Ne serait-il pas souhaitable de fusionner ces dispositions et de les rendre applicables tant au premier qu'au second degrés ?

Article 103 (article 984 en projet)

1. A l'alinéa 1^{er}, il paraît difficile que l'expert puisse déjà connaître la date du début de ses opérations au moment où il demande à chaque partie de consigner au greffe une partie de la provision.

En effet, il résulte des articles 973, alinéa 4, et 985, alinéa 2, en projet, que la consignation de la provision est une condition du commencement des opérations d'expertise.

2. Au même alinéa, il appartient à l'auteur de l'avant-projet d'apprécier s'il n'est pas excessif de prévoir, sans dérogation possible, le paiement par moitié de la provision de l'expert alors qu'il y a peut-être à la cause des parties qui sont moins concernées que d'autres par l'expertise.

3. A l'alinéa 4, il convient, comme dans le texte actuel de l'article 990, alinéa 4, de prévoir la possibilité d'audition des intéressés avant que le juge ne rende une ordonnance qui n'est susceptible ni d'appel ni d'opposition.

Article 105 (article 986 en projet)

L'alinéa 2 est moins précis que le texte actuel de l'article 990, dernier alinéa, qui dispose que la demande doit se faire par requête motivée.

Article 107 (article 988 en projet)

Le texte de l'avant-projet est moins complet que le texte actuel de l'article 984, alinéa 2.

Article 111 (article 993 en projet)

L'avant-projet ne modifie pas le texte actuel de l'article 996, alinéa 2, qui dispose que la décision ordonnant la comparution personnelle des parties "est notifiée, sous pli judiciaire, aux parties par le greffier".

Or, en ce qui concerne la descente sur les lieux, l'article 112 de l'avant-projet remplace l'article 1008, alinéa 2, du Code judiciaire en prévoyant que "Le greffier en informe les parties par pli judiciaire et leurs conseils par lettre missive".

Il serait souhaitable qu'en cas de comparution personnelle des parties, les conseils soient également avertis par lettre missive.

Article 112 (article 1008 en projet)

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 117 de l'avant-projet (article 1046 en projet). Il serait souhaitable de prévoir que la décision n'est susceptible ni d'appel ni d'opposition.

Article 113 (article 1014 en projet)

Cet article déclare l'article 951 applicable.

Or, l'article 951 commence par les mots "une copie certifiée conforme du procès-verbal est notifiée aux parties ...". En bonne logique, l'article 1014 devrait donc trouver place après l'article 1015 qui commence par les mots "Il est établi un procès-verbal ...".

Article 116 (article 1034ter en projet)

Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 53 de l'avant-projet (article 739 en projet).

Article 117 (article 1046 en projet)

L'avant-projet de loi dispose que les décisions ou mesures d'ordre intérieur prises par le juge en ce qui concerne le règlement de la procédure, ne sont susceptibles ni d'opposition ni d'appel.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet de loi est attirée sur le fait que de nombreuses autres décisions prises par le juge - qui ne sont pas des mesures d'ordre intérieur mais des décisions avant dire droit - ne sont susceptibles d'aucun recours.

Tel est le cas des décisions concernant les mesures d'instruction : production de documents (article 880), vérification d'écritures (article 893), comparution personnelle des parties (article 996), descente sur les lieux (article 1013). En matière d'enquête, l'article 919 exclut l'opposition mais pas l'appel. Par contre, l'article 964bis en projet semble permettre l'opposition contre une décision ordonnant une expertise ⁽¹⁰⁾.

Or, il semble que l'auteur de l'avant-projet considère ces décisions d'avant dire droit comme des mesures d'ordre. En effet, interrogé sur le fait que l'avant-projet de loi supprime de l'article 1008, relatif à la descente sur les lieux, la phrase indiquant que la décision du juge n'est susceptible ni d'appel ni d'opposition, alors qu'il maintient cette

⁽¹⁰⁾ L'on relèvera également que l'article 776 dispose que la décision du juge sur la demande de réouverture des débats n'est pas susceptible d'appel, alors qu'un jugement ordonnant la réouverture d'office des débats est susceptible d'appel.

précision en ce qui concerne la comparution personnelle des parties, le représentant du ministre a précisé que la même modification doit être apportée en ce qui concerne la comparution personnelle des parties, compte tenu de l'article 1046 qui a une portée générale.

Le Conseil d'Etat rappelle qu'en vertu de l'article 19, alinéa 2, du Code judiciaire, le jugement qui instruit l'affaire est un jugement avant dire droit. Il est donc erroné d'assimiler les mesures d'instruction à des mesures d'ordre intérieur. Il s'ensuit que c'est de manière expresse que le législateur doit prévoir qu'une mesure d'instruction n'est pas susceptible d'appel ou d'opposition. L'article 616 du Code judiciaire dispose, en effet, que tout jugement peut être frappé d'appel sauf si la loi en dispose autrement ⁽¹¹⁾. L'article 1047 en projet précise de même que tout jugement par défaut peut être frappé d'opposition sauf exceptions prévues par la loi.

L'ensemble de l'avant-projet doit être revu à la lumière de cette observation.

Article 118 (article 1047 en projet).

1. L'alinéa 1^{er} en projet vise le cas où "l'acte introductif d'instance n'a pas été signifié ou communiqué à la personne".

Mieux vaut écrire "notifié" et non "communiqué".

2. L'exposé des motifs gagnerait à préciser les deux hypothèses qui sont visées, à savoir la signification "à personne" et, pour la requête contradictoire, l'envoi d'un pli judiciaire signé pour réception par le destinataire.

3. Ressort-il de l'article 1047, alinéa 5, en projet, que les moyens nouveaux formulés par l'opposant seraient irrecevables ? Il est renvoyé à ce qui a été dit à propos de l'article 53 de l'avant-projet (article 739 en projet).

⁽¹¹⁾ Voir également l'article 120 de l'avant-projet (article 1050 en projet) qui implique qu'un jugement avant dire droit est susceptible d'appel même si cet appel ne peut être formé qu'avec l'appel du jugement définitif.

Article 120 (article 1050 en projet)

L'article 1050 en projet fait en partie double emploi avec l'article 1055 actuel qui dispose :

"Même s'il a été exécuté sans réserves, tout jugement avant dire droit ou statuant sur la compétence peut être frappé d'appel avec le jugement définitif."

Il y a lieu de fusionner les deux dispositions et, partant, d'abroger l'article 1055.

Article 122 (article 1057 en projet)

1. Le Conseil d'Etat se demande ce que visent exactement les mots "le point de vue de l'appelant".

2. Le Conseil d'Etat s'interroge sur la recevabilité des moyens nouveaux qui ne figureraient pas dans l'acte d'appel mais seraient formulés ultérieurement. Il est fait référence à l'observation formulée sous l'article 53 (article 739 en projet).

Article 124 (article 1063 en projet)

1. Il convient, dans tous les cas, que le juge d'appel entende les parties sur la question relative à la compétence avant de se prononcer.

Dès lors, au paragraphe 2, alinéa 2, il est suggéré d'écrire :

"Après avoir entendu les parties, la Cour prend ...".

2. Le paragraphe 3, alinéa 1^{er}, fait double emploi avec l'article 643 et le paragraphe 3, alinéa 2, avec l'article 660, alinéa 2.

Article 127 (article 1066, alinéa 1^{er}, en projet)

L'article 1042, que l'avant-projet de loi ne modifie pas, est suffisant pour rendre, sauf dérogation légale, toutes les règles relatives à l'instance applicables en degré d'appel et, dès lors, l'article 127 est inutile.

Article 132 (article 1199 en projet)

Le Conseil d'Etat n'aperçoit ni la raison ni la portée de la modification projetée.

Articles 133 et suivants - Dispositions en matière de divorce

L'avant-projet de loi ne modifie pas les alinéas 2 et 3 de l'article 1254, § 2, du Code judiciaire qui disposent :

"L'exploit de citation peut contenir également les demandes relatives aux mesures provisoires concernant la personne, les aliments et les biens tant des parties que de leurs enfants.

Dans ce cas, l'exploit de citation peut contenir l'indication des lieu, jour et heure de l'audience des référés."

Selon le représentant du ministre, ces mécanismes de citation "à double détente" ou "à double détente et double date", qui n'étaient pas sans présenter des complications, doivent être abandonnés dès lors que les mesures provisoires pendant l'instance en divorce ne sont désormais plus de la compétence du président du tribunal de première instance siégeant en référé mais du juge de paix.

Les alinéas 2 et 3 de l'article 1254, § 2, du Code judiciaire doivent être soit abrogés, soit modifiés.

Article 133 (article 1258 en projet)

1. Le paragraphe 1^{er}, alinéa 3, en projet impose qu'à défaut de conciliation, l'affaire soit examinée "lors de débats succincts".

L'auteur de l'avant-projet perd ainsi de vue que le jugement de la cause peut nécessiter des débats qui ne sont pas succincts ou encore la tenue d'enquêtes ou la comparution personnelle des parties.

En réalité, il semble que l'auteur de l'avant-projet ait seulement voulu adapter à la modification de l'article 735 du Code judiciaire, le texte actuel de l'article 1258, § 1^{er}, alinéa 3, qui dispose que "A défaut de conciliation, il est fait application de l'article 735". Faire application de l'article 735 (article 736 de l'avant-projet) est cependant fort différent que d'imposer automatiquement des débats succincts.

Il est, dès lors, suggéré d'écrire : "A défaut de conciliation, il est fait application de l'article 736".

2. Au paragraphe 2, alinéa 4, en projet, les mots "ou si aucune mesure n'a été prise à cet égard" manquent de précision.

Article 134 (article 1280 en projet)

1. Les mesures relatives à la personne, aux aliments et aux biens, tant des parties que des enfants, que prend désormais le juge de paix, ne sont plus qualifiées de "provisoires", comme le sont les mêmes mesures que prend actuellement le président du tribunal de première instance ou le juge qui en exerce les fonctions, statuant en référé.

L'exposé des motifs devrait expliciter les conséquences que l'auteur de l'avant-projet attache à cette modification.

2. L'avant-projet de loi supprime la possibilité pour le procureur du Roi de prendre d'initiative tous renseignements utiles concernant la situation morale et matérielle des enfants.

Il va cependant de soi que lorsque le juge de paix a été saisi par l'action du procureur du Roi, ce dernier peut appuyer sa demande, comme n'importe quelle partie, par toute pièce qu'il juge utile.

Par ailleurs, dans le cadre de la compétence d'avis du ministère public (que l'article 764, § 2, en projet, maintient à titre facultatif), le Conseil d'Etat ne voit pas pour quelle raison le procureur du Roi ne pourrait, de sa propre initiative, prendre tous les renseignements utiles concernant la situation morale et matérielle des enfants, dans le souci d'une bonne justice et de l'intérêt des enfants.

3. A l'alinéa 3, les mots "à l'intervention d'un délégué de la protection de la jeunesse" excèdent la compétence de l'autorité fédérale. Il appartient, en effet, aux Communautés de décider elle-mêmes quel service effectue les enquêtes sociales. Dès lors, mieux vaut maintenir le texte actuel qui mentionne le "service social compétent".

4. L'alinéa 5 dispose que lorsque le juge de paix exerce les pouvoirs qui lui sont conférés par l'article 221 du Code civil, son jugement est opposable à tous tiers débiteurs actuels ou futurs sur la signification qui leur en est faite par l'huissier de justice.

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est attirée sur le fait que l'article 221 prévoit non pas la signification par exploit d'huissier mais la notification par le greffe. Cette contradiction doit être levée.

5. L'article 1280, alinéas 8 et 9, en projet, mentionne le dépôt "d'une requête en divorce ou en séparation de corps" et prévoit que le juge statue sur "la requête en dissolution du mariage". Or, en vertu de l'article 1254, § 1^{er}, du Code judiciaire "Sauf les dérogations prévues dans la présente section, la cause (concernant un divorce pour cause déterminée) est introduite, instruite et jugée dans la forme ordinaire". Il en résulte que les actions en divorce ou en séparation de corps sont actuellement introduites par citation. Le texte de l'avant-projet de loi doit être adapté en conséquence.

6. L'article 1280, alinéa 8, en projet, s'inspirant de l'article 221, alinéa 6, du Code civil, dispose que les mesures urgentes et provisoires qui, le cas échéant, ont été ordonnées par le juge de paix en application de l'article 223 du Code civil, restent exécutoires nonobstant le dépôt, dans le délai pour lesquelles elles ont été prises, d'une requête en divorce ou en séparation de corps et ce, jusqu'à ce qu'elles soient révisées par le juge de paix.

En utilisant l'expression "dans le délai pour lesquelles elles ont été prises", l'auteur de l'avant-projet perd de vue que les juges de paix n'assignent pas toujours de délai aux mesures provisoires qu'ils ordonnent. Dès lors, mieux vaut écrire que les mesures urgentes et provisoires ordonnées par le juge de paix, encore en vigueur au moment où une action en divorce ou en séparation de corps est introduite, demeurent exécutoires, nonobstant l'introduction de cette action, jusqu'à l'expiration du délai pour lequel elles ont été prises ou jusqu'à ce qu'elles soient révisées.

Par ailleurs, une disposition similaire se trouve dans l'article 221, alinéa 6, du Code civil. Il n'est pas souhaitable qu'une précision de même nature soit donnée, dans un cas, dans le Code civil et, dans l'autre cas, dans le Code judiciaire.

7. Le dernier alinéa dispose :

"A défaut de telles mesures, le juge qui statue sur la requête en dissolution du mariage renvoie les parties à la première audience utile, comme indiqué par le rôle électronique, du juge de paix compétent qui doit statuer sur les mesures relatives à la personne, aux aliments et aux biens des enfants."

L'expression "A défaut de telles mesures" manque de précision et doit être explicitée dans l'exposé des motifs.

Article 136 (article 1337ter en projet)

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 53 du projet (article 739 en projet).

Chapitre III - Modifications du Code civil

Outre le Code judiciaire, l'avant-projet modifie le Code civil. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier s'il ne convient pas de modifier d'autres dispositions qui figurent dans des lois particulières ou dans d'autres textes en projet et qui s'avèreraient incompatibles avec les dispositions en projet (voir par exemple, observation sous l'article 29).

Article 140 (article 301 en projet du Code civil)

L'exposé des motifs justifie le remplacement des mots "Le tribunal" par les mots "Le juge de paix", par le fait que "Le juge de paix est désormais compétent pour connaître, au cours de la procédure en dissolution du mariage, des mesures relatives à la personne, aux aliments et aux biens, tant des parties que des enfants".

L'attention de l'auteur de l'avant-projet est cependant attirée sur le fait qu'au cours de la procédure en divorce, le mariage existe toujours et qu'il ne peut, dès lors, être question, à ce stade, d'une pension alimentaire fondée sur l'article 301 du Code civil, c'est-à-dire d'une pension "après divorce".

Dès lors, comme en a convenu le représentant du ministre, la pension alimentaire après divorce ne peut être octroyée que par le tribunal de première instance au moment où il prononce le divorce.

En conclusion, de l'accord du représentant du ministre, la modification envisagée doit être abandonnée.

Chapitre IV - Dispositions abrogatoires

Il ne convient pas de rassembler les dispositions abrogatoires du Code judiciaire à la fin de l'avant-projet. Les dispositions abrogatoires doivent être considérées, en l'espèce, comme des dispositions modificatives à insérer selon l'ordre des articles modifiés ⁽¹²⁾.

En tout état de cause, le chapitre IV contient des dispositions qui ne sont pas abrogatoires mais modificatives. Tel est le cas des articles 144 à 148.

Article 143

1. Plutôt que d'abroger purement et simplement l'article 91, dernier alinéa, mieux vaut y indiquer qu'en matière civile, une chambre à trois juges peut être demandée conformément à l'article 735.

2. L'abrogation de l'article 92, § 1^{er}, 1°, du Code judiciaire (rectification des actes de l'état civil) devrait entraîner une modification de l'article 1384 du Code judiciaire qui prévoit toujours une composition collégiale de la chambre.

3. Plutôt que d'abroger purement et simplement les alinéas 2 et 3 de l'article 592, il y a lieu de remplacer les mots "au juge de paix" et "au tribunal de première instance ou au tribunal de commerce" par les mots "au tribunal d'arrondissement".

⁽¹²⁾ Le traité de légistique formelle dispose en effet que "Les dispositions abrogatoires doivent être groupées en un article spécial qui prend sa place parmi les dispositions finales, avant les dispositions transitoires, le fixant vigueur et l'exécutoire. Il est cependant d'usage que lorsque de nombreuses modifications sont apportées à un même texte, l'ordre des articles de celui-ci soit respecté et que les dispositions abrogatoires ne soient pas alors rassemblées en fin de texte".

4. L'article 143 abroge l'article 577, alinéa 2, qui rendait le tribunal de commerce compétent pour connaître de l'appel contre les décisions rendues en première instance par le juge de paix sur les contestations entre commerçants et relatives aux actes réputés commerciaux par la loi ou aux contestations relatives aux lettres de change.

L'exposé des motifs justifie cette abrogation par le fait que le tribunal de commerce est désormais compétent, quel que soit le montant, pour toutes les contestations entre commerçants relatives aux actes réputés commerciaux.

Ce faisant, l'auteur de l'avant-projet perd de vue que le juge de paix reste compétent pour les litiges en matière de baux commerciaux, qui relèvent de sa compétence spéciale. A moins que l'auteur de l'avant-projet ne veuille rendre le tribunal de première instance exclusivement compétent pour connaître de l'appel des décisions du juge de paix en matière de baux commerciaux, ce qui irait à l'encontre d'une jurisprudence fermement établie de la Cour de cassation ⁽¹³⁾, il convient de maintenir, dans une version certes modifiée, l'alinéa 2 de l'article 577.

5. L'avant-projet de loi abroge purement et simplement l'article 1068 du Code judiciaire au motif que "désormais, un appel contre un jugement avant dire droit ne peut être formé qu'avec l'appel du jugement définitif ...".

Ce faisant, l'auteur de l'avant-projet perd de vue que l'article 1068, alinéa 1^{er}, ne se borne point à consacrer l'effet dévolutif élargi de l'appel formé contre un jugement avant dire droit mais règle également l'effet dévolutif élargi de l'appel formé contre un jugement définitif. Or, il convient d'être attentif au fait qu'un jugement définitif - au sens de l'article 19 du Code judiciaire - n'est point seulement celui qui vide le fond du litige. Ce peut être aussi un jugement définitif sur incident (ainsi, par exemple, le jugement qui règle une question de nullité, une exception d'irrecevabilité ou encore le jugement qui se prononce sur le principe d'une responsabilité sans encore fixer le montant du dommage). Qu'en sera-t-il désormais de l'appel formé contre un tel jugement ? Saisira-t-il le juge d'appel de l'ensemble du litige - ce qui est le cas actuellement - ou bien le juge d'appel

⁽¹³⁾ Voir arrêts Cass. 15 février 1999, J.L.M.B. 1999, p. 973; Cass. 4 octobre 1999, J.-T. 2000, p. 229; Cass. 7 septembre 2000, J.L.M.B. 2000, p. 248 et observations S. Ulhig, "L'appel des décisions en matière de bail commercial : la fin d'une controverse ?".

devra-t-il, après avoir statué sur le recours, renvoyer l'affaire au premier juge ? L'abrogation pure et simple de l'article 1068 laisse cette interrogation sans réponse. Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de clarifier cette très importante question.

6. Compte tenu de l'observation n° 5 ci-dessus, l'abrogation de l'article 1071 du Code judiciaire ne serait justifiée que si l'auteur de l'avant-projet supprimait tout effet dévolutif élargi à l'appel formé contre un jugement définitif.

Article 149

Il est renvoyé à l'observation formulée sous l'article 140 de l'avant-projet (article 301, en projet, du Code civil).

Il n'y a pas lieu d'abroger l'article 301bis du Code civil qui garde toute son utilité pour préciser que le tribunal de première instance ou, après divorce, le juge de paix exerçant les compétences visées à l'article 591, 7°, du Code judiciaire, peuvent faire usage des facultés que donne l'article 221 du Code civil au juge de paix statuant sur un contentieux conjugal durant le mariage.

Article 150

Le commentaire de cet article expose :

"Pour les causes qui ont été introduites avant l'entrée en vigueur de la loi et qui ont été renvoyées au rôle général ou au rôle particulier, les parties peuvent toutefois demander au magistrat compétent que la cause soit attribuée. Il en résulte que les nouvelles dispositions seront applicables à ces causes à partir de ce moment-là."

Si telle est l'intention de l'auteur de l'avant-projet, cette règle, qui vise à accélérer l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions, doit figurer dans le dispositif.

Par ailleurs, mieux vaut mentionner la fixation des causes plutôt que leur attribution.

.../...

Article 151

Cet article manque de clarté.

Le Conseil d'Etat suppose qu'il signifie que dans les premiers temps de l'application de la loi, par dérogation à la règle qui veut que l'audience soit fixée dans les deux mois qui suivent l'expiration du dernier délai pour conclure, l'audience pourra être fixée dans un délai plus éloigné.

Le texte de l'avant-projet de loi doit être adapté afin de traduire plus exactement cette intention.

Article 153

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas clairement l'utilité de cette disposition particulièrement complexe. Tant que l'article 74 de l'avant-projet qui modifie l'article 783 du Code judiciaire pour y prévoir, notamment, la signature électronique de la feuille d'audience, ne sera pas entré en vigueur, les dispositions actuelles continueront à s'appliquer sans qu'il soit nécessaire de le prévoir expressément.

Il en résulte que l'article 143, § 2, du projet est également inutile.

Article 154

L'alinéa 2 ne peut être admis à défaut de préciser le terme maximum de la prolongation du délai d'entrée en vigueur par arrêté délibéré en Conseil des ministres.

En effet, l'article 108 de la Constitution s'oppose à ce que le Roi puisse suspendre sans limite l'application de la loi.

Observations finales d'ordre légistique et linguistique

Conformément aux consignes du traité de légistique formelle ⁽¹⁴⁾ l'arrêté de présentation devrait être rédigé comme suit :

"Notre Ministre de la Justice est chargé de présenter en Notre nom ... (la suite comme à la formule F49 du traité, précité)

Plusieurs dispositions de la version néerlandaise de l'avant-projet sont susceptibles d'amélioration du point de vue de la correction de la langue et d'un usage conséquent de la terminologie. C'est sous réserve des observations de fond formulées ci-avant et à titre d'exemple que sont faites ci-après quelques propositions de texte.

Article 2 (art. 16bis, en projet)

Il serait plus correct d'écrire : "... een civiele boete ... het vertragende, tergende of roekeloze karakter van de tegen haar ingestelde vordering of het aangewende rechtsmiddel."

Article 6 (article 69bis, en projet)

Il convient d'écrire : "... in afwijking van ...".

Article 6 (article 70, en projet)

Il y a lieu d'écrire : "... worden ze ...".

Article 7

Dans la phrase liminaire, il convient d'écrire : "... laatstelijk gewijzigd ...".

⁽¹⁴⁾ <http://www.raadvst-consetat.be>.

Article 11 (art. 86bis, en projet)

Il y a lieu d'écrire : "Uit de kring van de toegevoegde rechters ... in afwijking van ... aangewezen."

Article 49 (art. 726, en projet)

A l'alinéa 2, il convient d'écrire "niet-naleving" au lieu de "miskenning".

Article 52 (art. 734sexies.9.§ 1., en projet)

Il ne convient pas que dans la version néerlandaise le terme français "accord" soit rendu tantôt par "akkoord", tantôt par "overeenkomst".

La version néerlandaise de l'ensemble du projet devrait être revue soigneusement.

Algemene opmerking

Bij het voorontwerp van wet worden in het procesrecht grote wijzigingen aangebracht. Het voorontwerp doet juridische problemen rijzen, maar geeft in de eerste plaats aanleiding tot vragen betreffende de opportuniteit, zowel wat betreft het principe van een grootschalige hervorming als wat betreft de gemaakte keuzes en de materiële en menselijke middelen die beschikbaar zijn om ze concrete gestalte te geven.

De Raad van State gaat er dan ook van uit dat het advies van de Hoge Raad voor de Justitie en van de Adviesraad van de Magistratuur zal worden ingewonnen. Het zou beter geweest zijn die adviezen in te winnen alvorens het voorontwerp ter fine van advies aan de afdeling wetgeving voor te leggen. Daardoor had immers voorkomen kunnen worden dat het voorontwerp andermaal aan de Raad van State moet worden voorgelegd, ingeval het naar aanleiding van de opmerkingen die de beide voormelde Raden gemaakt mochten hebben, zou worden gewijzigd.

De Raad van State wijst er in dit verband wederom op dat hij in principe alleen advies geeft over definitieve teksten, dit wil zeggen over teksten die zijn opgesteld na het vervullen van alle voorafgaande vormvereisten, met inbegrip van het inwinnen van de verplichte en facultatieve adviezen, wanneer besloten is laatstgenoemde in te winnen.

Bijzondere opmerkingen

Onderzoek van het ontwerp

Opschrift

Het voorontwerp van wet heeft betrekking op zowel de bevoegdheid als de rechtspleging. Bijgevolg wordt voorgesteld het opschrift als volgt te wijzigen : "... inzake de bevoegdheid en de rechtspleging".

Dispositief

Artikel 2 (ontworpen artikel 16bis)

1. Artikel 656, tweede en derde lid, inzake de onttrekking van een zaak aan een rechter, en artikel 838, derde en vierde lid, inzake wraking, voorzien reeds in een geldboete wegens "kennelijk onontvankelijk verzoek".

Bijgevolg wordt voorgesteld het ontworpen artikel 16bis te laten aanvangen met de woorden "Onverminderd de artikelen 656, tweede en derde lid, en 838, derde en vierde lid, ...".

2. De uitdrukking "partij die in rechte is opgetreden" lijkt niet geschikt. Ze zou de indruk kunnen wekken dat alleen de eiser die de vordering heeft ingesteld, wordt bedoeld, terwijl in de memorie van toelichting het volgende staat :

"Onder verdragend, tergend of roekeloos optreden in rechte kan onder meer worden verstaan het voeren van een eis of verweer zonder redelijke grondslag, het misbruik van procedureregels, evenals de proceshouding die nodeloze vertraging of kosten veroorzaakt door toedoen van een partij of een raadsman."

Er wordt voorgesteld te schrijven :

"De rechter legt aan de partij die zich in rechte op kennelijk verdragende, tergende of roekeloze wijze heeft gedragen ...".

3. Het beginsel van de universaliteit van de begroting staat eraan in de weg dat het bedrag van de civiele boete bestemd wordt voor de begroting van Justitie, zoals bepaald in het ontworpen zevende lid, tenzij daartoe een begrotingsfonds wordt opgericht (artikel 174 van de Grondwet).

4. Het ontworpen laatste lid is niet duidelijk genoeg. Het verdient aanbeveling om, zoals in de memorie van toelichting, gewoon het volgende te schrijven : "Dit artikel is niet van toepassing in strafzaken, noch in tuchtzaken."

5. Het ontworpen artikel 16bis raakt niet aan de mogelijkheid van een

"schadevergoeding die (de rechter) op verzoek aan een partij kan toekennen wegens het verdragend, tergend of roekeloos karakter van de tegen haar ingestelde vordering of (het) aangewend rechtsmiddel."

De andere artikelen van het Gerechtelijk Wetboek waarin van die mogelijkheid sprake is, maken evenwel geen melding van een vordering die ingesteld wordt of een rechtsmiddel dat aangewend wordt om de procedure te vertragen, doch alleen van een tergende of roekeloze vordering (artikel 563, derde lid; ontworpen artikel 620, eerste lid). Het voorontwerp van wet moet aldus worden aangepast dat gezorgd wordt voor samenhang onder de onderscheiden vermelde artikelen.

6. Gelet op de algemene aard van het ontworpen artikel 16bis, rijst de vraag of het niet opportuun zou zijn om tevens artikel 1072bis, eerste lid, van het Gerechtelijk Wetboek op te heffen.

Artikel 3 (ontworpen artikel 58bis, 4°)

Er behoort te worden geschreven : "federaal magistraat, mediatierechter en mediatieraadsheer".

Zo ook is het beter om in de rest van het voorontwerp de term "mediatieraadsheer" te gebruiken, in plaats van de term "mediatieraadsheer in hoger beroep".

Artikel 5 (ontworpen artikel 69bis)

1. De woorden "twee of meer" moeten worden vervangen door het woord "verscheidene". Het woord "verscheidene" betekent immers "meer dan één".

2. In tegenstelling tot hetgeen in de memorie van toelichting wordt aangegeven ⁽¹⁾, wordt in het voorontwerp van wet niet bepaald dat de vrederechter en de politierechter geen mediatierechter kunnen zijn voor zaken die in hun eigen kanton zijn ingediend. Er wordt voorgesteld die precisering aan te brengen in het ontworpen artikel 734sexies.2.

Een soortgelijke opmerking kan meer in het algemeen worden gemaakt met betrekking tot alle mediatierechters, aangezien zij niet betrokken mogen worden bij zaken die ressorteren onder de kamer waarin zij zitting hebben.

Artikel 6 (ontworpen artikel 70)

1. In het ontworpen eerste lid van artikel 70 vervange men de woorden "In gerechten met een of meer rechters" door de woorden "In gerechten met verscheidene rechters ...".

2. De Raad van State ziet niet in wat juist bedoeld wordt met het ontworpen tweede lid. Gelet op de huidige tekst van artikel 70, lijkt het de bedoeling van de steller van het voorontwerp te verwijzen naar het geval dat toegevoegde rechters zitting hebben in verscheidene vredegerechten of verscheidene politierechtbanken. De tekst van het voorontwerp dient te worden aangevuld opdat alle noodzakelijke preciseringen worden gegeven.

⁽¹⁾ bladzijden 14 en 21.

Artikel 8 (ontworpen artikel 80)

In de ontworpen derde zin van het tweede lid is sprake van "de werkende of plaatsvervangende rechter". Krachtens het eerste lid en het tweede lid, eerste zin, kan evenwel alleen een werkend rechter worden aangewezen ter vervanging van een verhinderd rechter.

Als het de bedoeling van de steller van het voorontwerp is het mogelijk te maken dat een plaatsvervangend rechter wordt aangewezen ter vervanging van een mediatierechter, zoals blijktbaar aangegeven wordt in de memorie van toelichting en zoals de gemachtigden van de minister bevestigd hebben, dienen de voormelde bepalingen te worden aangepast.

Artikel 9 (ontworpen artikel 82)

Het tweede lid hoort veeleer thuis bij de bepalingen die betrekking hebben op de mediatieprocedure dan bij die betreffende de aanwijzing van de mediatierechters binnen de arbeidsrechtbank.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 10 (ontworpen artikel 85) en 16 (ontworpen artikel 103).

Artikel 12 (ontworpen artikel 88)

1. De Raad van State vraagt zich af hoe het bijzonder reglement van de arrondissementsrechtbank in voorkomend geval zal worden vastgesteld.

2. Voorgesteld wordt om in paragraaf 1, eerste lid, de woorden "na advies van het openbaar ministerie wat de kamers betreft die het aanbelangen" te vervangen door de woorden "na met betrekking tot de kamers waarin het openbaar ministerie zitting neemt het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen" ⁽²⁾.

⁽²⁾ Voor zulk een formulering, zie artikel 18 van het voorontwerp (ontworpen artikel 111).

3. Paragraaf 2, eerste lid, behoort als volgt te worden gesteld : "Wanneer een zaak die krachtens artikel 92 bij een kamer met drie rechters aangebracht had moeten worden, aangebracht is bij een kamer met één rechter of wanneer een zaak aangebracht is bij een kamer ... aan de kamer beslist".

4. In verband met paragraaf 2, tweede lid, staat het aan de steller van het voorontwerp aan te geven om welke redenen de partijen niet meer de mogelijkheid hebben om hun opmerkingen te maken, gelijk totnogtoe het geval is in artikel 88, § 2, tweede lid.

Artikel 14 (ontworpen artikel 92)

Dit artikel bepaalt onder meer dat vorderingen betreffende medische aansprakelijkheid voortaan behandeld moeten worden door een kamer met drie rechters.

Artikel 26 (ontworpen artikel 569, eerste lid, 34°) en artikel 35 (ontworpen artikel 632bis) schrijven voor zulke vorderingen overigens bijzondere regels voor inzake materiële en territoriale bevoegdheid.

De steller van het voorontwerp moet in het licht van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet opgeven waarom voor gevallen van medische aansprakelijkheid andere procedureregels zouden moeten gelden dan voor andere gevallen van beroepsaansprakelijkheid.

Voorts zou een precieze definitie moeten worden gegeven van wat onder "medische aansprakelijkheid" moet worden verstaan.

Artikel 20 (ontworpen artikel 172)

Gelet op het nieuwe lid, dienen in het voorgaande lid van artikel 172 de woorden "en wijst de griffiers aan die de rechter bijstaan" te worden opgeheven.

Artikel 21 (ontworpen artikel 259sexies)

In de memorie van toelichting moet de zin worden geschrapt naar luid waarvan de jaren als toegevoegd rechter niet in aanmerking komen voor de berekening van de vereiste anciënniteit om tot mediatierechter te kunnen worden aangewezen.

Die regel is immers niet alleen niet opgenomen in de tekst van het voorontwerp van wet, doch is zelfs in strijd met het ontworpen artikel 86bis, derde lid, waarin wordt bepaald dat uit de kring van toegevoegde rechters mediatierechters kunnen worden aangewezen.

Artikel 24 (ontworpen artikel 556, laatste lid)

De steller van het voorontwerp moet in de tekst aangeven of de exceptie van onbevoegdheid, ontleend aan een arbitrageovereenkomst, vóór enige andere exceptie of verweer moet worden opgeworpen, zoals reeds bepaald is in artikel 590, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 25 (ontworpen artikel 568, tweede lid)

1. Volgens de ontworpen tekst kan de rechter de onbevoegdheid van de rechtbank voortaan alleen nog "om redenen die de openbare orde aanbelangen", ambtshalve opwerpen.

De steller van het voorontwerp wordt er opmerkzaam op gemaakt dat wanneer de verweerder niet verschijnt, de rechter - overeenkomstig de vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie⁽³⁾ - ambtshalve een exceptie van onbevoegdheid moet opwerpen, zelfs om redenen die geen verband houden met de openbare orde, bijvoorbeeld om redenen van territoriale bevoegdheid.

⁽³⁾ Zie inzonderheid Cassatie, 13 juni 1985, Verzamelingen van de Arresten van het Hof van Cassatie 1984 (85), blz. 1423-1424; Annales de droit de Liège 1986, blz. 121, noot Fettweis.

2. De Franse tekst van het dispositief en de memorie van toelichting zouden aldus kunnen worden uitgelegd dat de woorden "pour des motifs intéressants l'ordre public" ("om redenen die de openbare orde aanbelangen") zowel slaan op de exceptie van onbevoegdheid die de rechter ambtshalve opwerpt, als op de door de verweerder opgeworpen exceptie van onbevoegdheid.

De verweerder kan de bevoegdheid van de rechtbank evenwel ook betwisten om redenen die geen verband houden met de openbare orde.

3. De tekst van het voorontwerp moet op deze beide punten worden herzien.

Artikel 26 (ontworpen artikel 569, eerste lid)

Wat de vorderingen betreffende medische aansprakelijkheid betreft, wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 14 van het voorontwerp is gemaakt.

Artikel 27 (ontworpen artikel 572, 12°)

In de Franse tekst dient te worden geschreven : "des experts visés à l'article 962, § 2, alinéa 2".

Artikel 28 (ontworpen artikel 573)

Wanneer een bepaling verschillende wijzigingen heeft ondergaan, moet naar alle nog geldende wijzigingen ervan worden verwezen. De inleidende zin behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

Deze opmerking geldt voor het hele voorontwerp.

Artikel 29 (ontworpen artikel 587, eerste lid)

De vorderingen bedoeld in artikel 109 van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet behoren voortaan tot de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg.

Bijgevolg moet artikel 109 van de voormelde wet van 12 juni 1991 worden gewijzigd, aangezien daarin nog steeds wordt bepaald dat de voorzitter van de rechtbank van koophandel bevoegd is.

Artikel 30 (ontworpen artikel 590, eerste lid)

Er wordt verwezen naar de opmerking die bij artikel 24 is gemaakt.

Artikel 31 (ontworpen artikel 591, 7°)

1. Er dient eveneens te worden verwezen naar artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek, welke bepaling niet samenvalt met artikel 223 van dat Wetboek.

2. In de ontworpen tekst is sprake van de "maatregelen met betrekking tot de persoon, het onderhoud en de goederen van de echtgenoten, van de samenwonenden en van de kinderen tijdens de echtscheidingsprocedure".

a) Op te merken valt dat er voor samenwonenden geen echtscheidingsprocedure bestaat.

b) De maatregelen die de vrederechter ten aanzien van wettelijk samenwonenden kan nemen, zijn reeds vervat in artikel 1479 van het Burgerlijk Wetboek.

Bijgevolg dient de verwijzing naar de samenwonenden te vervallen en moet artikel 1479 van het Burgerlijk Wetboek worden toegevoegd na de vermelding van de artikelen 221 en 223 van hetzelfde Wetboek.

.../...

c) Aangezien het voorontwerp ertoe strekt bevoegdheden die totnogtoe krachtens artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek alleen aan de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zijn toegekend, aan de vrederechter over te dragen, moeten de bewoordingen van die beide artikelen op elkaar worden afgestemd. In het ontworpen artikel 591, 7°, is sprake van "de maatregelen met betrekking tot de persoon, het onderhoud en de goederen van de echtgenoten (...) en van de kinderen tijdens de echtscheidingsprocedure", terwijl in het ontworpen artikel 1280 van het Gerechtelijk Wetboek gewag wordt gemaakt van "tot ontbinding van het huwelijk (...) maatregelen die betrekking hebben op de persoon, het levensonderhoud en op de goederen, zowel van de partijen als van de kinderen".

d) Doordat de steller van het voorontwerp werkt met de term "samenwonenden" in plaats van met de uitdrukking "wettelijk samenwonenden" zonder dat enige uitleg wordt verstrekt in de memorie van toelichting, rijst de vraag of de steller van het voorontwerp de vrederechter echt bevoegd heeft willen maken voor het beslechten van geschillen tussen "gewone" samenwonenden, welke geschillen thans alleen tot de bevoegdheid van de vrederechter behoren voorzover het geschil in verband kan worden gebracht met een aangelegenheid die algemeen gesproken tot de bevoegdheid van de vrederechter behoort, bijvoorbeeld wanneer personen in een gebouw verblijven zonder dat zij daartoe het recht hebben of in dat verband over een titel beschikken, of nog wanneer bijgedragen moet worden in het levensonderhoud van de gemeenschappelijke kinderen⁽⁴⁾.

Het voorontwerp van wet behoort te worden gepreciseerd om elke onzekerheid te voorkomen.

⁽⁴⁾ S. Brat en A.-Ch. Van Gysel, "Les relations personnelles entre les concubins en droit civil", J.T., 1998, blz. 299.

Artikel 33 (ontworpen artikel 620)

1. Het is onlogisch nopens de hoofdvordering te schrijven dat ze ontstaat uit het contract of het feit "dat aan de oorspronkelijke rechtsvordering ten grondslag ligt".

Aangezien de tegenvordering en de vordering tot tussenkomst tussenvorderingen zijn, is het overigens nutteloos specifiek naar de "tussenvordering" te verwijzen.

De tekst moet worden herzien.

2. Deze opmerking geldt eveneens voor artikel 83 van het voorontwerp (ontworpen artikel 884) en artikel 87 van het voorontwerp (ontworpen artikel 898).

Artikel 34 (ontworpen artikel 629bis)

Er behoort te worden verwezen naar artikel 962, § 2, in plaats van naar artikel 962, § 3.

Overigens zou het praktischer zijn om de plaats waar de deskundige de eed moet afleggen te vermelden in artikel 962, § 2, zelf, in plaats van in artikel 629bis.

Artikel 35 (ontworpen artikel 632bis)

1. Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is onder artikel 14.

2. De plaats van het ontworpen artikel 632bis houdt in dat de bevoegdheid die het vaststelt van openbare orde is en derhalve dat zelfs na het ontstaan van het geschil de partijen er niet van mogen afwijken. Als dat de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, behoort dit uitdrukkelijk te worden aangegeven in de memorie van toelichting, teneinde elke mogelijke discussie over die aangelegenheid te voorkomen.

Artikel 36 (ontworpen artikel 639)

In het zesde lid is er sprake van "de kennisgeving van de beslissing".

Er behoort duidelijker te worden gesteld dat het gaat om de beslissing tot verwijzing.

Artikel 37 (ontworpen artikel 640)

1. In tegenstelling tot hetgeen in de memorie van toelichting staat, moet de rechter soms ambtshalve een middel aanvoeren dat uit zijn onbevoegdheid wordt afgeleid om redenen die niets van doen hebben met de openbare orde. Dat is het geval wanneer de verweerder verstek laat gaan.

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt is onder artikel 25.

2. De Raad van State ziet de betekenis niet in van de woorden "afzonderlijk rechtsmiddel". Men schrijve : "Zij kan met geen enkel rechtsmiddel worden bestreden".

Artikel 41 (ontworpen artikel 662, tweede lid)

1. Artikel 726, eerste lid, behoort te worden vermeld en niet artikel 726, tweede lid, dat betrekking heeft op de gerechtsdeurwaarder.

2. In het ontworpen tweede lid, in fine, wordt het volgende bepaald :

"De zitting vindt plaats binnen vijftien dagen na de kennisgeving van de beslissing. Artikel 737 is van overeenkomstige toepassing."

Er behoort nauwkeuriger te worden bepaald dat de beslissing waarvan sprake, de beslissing tot verwijzing door de arrondissementsrechtbank is.

3. De Raad van State vraagt zich af of het wel noodzakelijk is om voor elk geval heel het proces van de uitwisseling van conclusies over te doen, als de partijen reeds conclusie genomen hebben bij de oorspronkelijk geadieerde rechter. De tekst moet worden aangepast teneinde rekening te houden met deze situatie. Hoe dan ook, het woord "overeenkomstige" moet vervallen.

Artikel 42 (ontworpen artikel 695, tweede lid)

Voorgesteld wordt het tweede lid te stellen als volgt :

"De betekening, binnen het jaar na het vonnis, van het dwangbevel aan de veroordeelde verweerder, heeft ten voordele van diegene die rechtsbijstand geniet, dezelfde gevolgen als de betekening van het verstekvonnis."

Artikel 43 (ontworpen artikel 702, 3°)

1. Het ontworpen artikel 702, 3°, dat betrekking heeft op de dagvaarding, stemt niet exact overeen met het ontworpen artikel 739, § 1, dat op algemene wijze stelt dat "de akte van rechtsingang (...) alle feiten, vorderingen en middelen (dient) te bevatten."

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 44 (ontworpen artikel 706, derde lid, 3°, b)), 115 (ontworpen artikel 1026, 3°) en 116 (ontworpen artikel 1034ter, 4°).

2. Nu reeds vraagt de Raad van State zich af welke sanctie van toepassing zal zijn op de nieuwe middelen die te laat zijn voorgedragen. Zullen zij onontvankelijk zijn ?

Er wordt verwezen naar de opmerking die gemaakt zal worden onder artikel 53 (ontworpen artikel 739).

.../...

Artikel 44 (ontworpen artikel 706)

De Raad van State vraagt zich af of, wanneer de verklaring van verschijning aan de griffie wordt toegestuurd (ontworpen artikel 706, vierde lid) de verjaring gestuit wordt door de verzending zelf of door de ontvangst van die verklaring ter griffie.

Het staat aan de steller van het voorontwerp om die knoop door te hakken.

Artikel 45 (ontworpen artikelen 711 tot 715)

Algemene opmerkingen

1. Het is gebruikelijk dat een onderscheiden artikel besteed wordt aan elk van de bepalingen van wetgevende aard die gewijzigd of vervangen moeten worden. Daardoor kunnen de Kamer en de Senaat komen tot de artikelsgewijze bespreking en stemming.

Deze opmerking geldt eveneens voor de artikelen 52 en 53 van het voorontwerp.

2. Deze bepaling vervangt deel IV, boek II, eerste titel, hoofdstuk III, afdeling I, van het Gerechtelijk Wetboek, dat de artikelen 711 tot 715 omvat.

In de nieuwe afdeling met als opschrift "Elektronische rol" wordt de centrale plaats verankerd die voortaan aan die rol wordt toebedeeld en wordt het huidige artikel 711, dat de "algemene rol" definieert die op de griffie van elk gerecht bijgehouden wordt, vervangen door een nieuw artikel 711, dat voorziet in de instelling van een centrale elektronische rol waarop alle gerechten van het land zijn aangesloten en die met toepassing van het nieuwe artikel 712 bestaat uit een openbaar gedeelte en een gedeelte dat alleen voor sommige autoriteiten toepasselijk is.

Het nieuwe artikel 712, dat in onderling verband gelezen moet worden met het nieuwe artikel 716 (artikel 46 van het ontwerp) werkt overigens nog steeds met de begrippen "algemene rol" en "bijzondere rol", waaraan het begrip "voorlopige rol" wordt toegevoegd, dat een voorwaarde vooraf lijkt te zijn voor inschrijving op de "algemene rol".

Het laat zich dus aanzien dat de "elektronische rol" de verschillende soorten rollen omvat waarvan melding wordt gemaakt in de ontworpen tekst.

Zelfs al wordt in de memorie van toelichting gesteld dat de "elektronische rol" meerdere rubrieken bevat en wordt er daarenboven gewerkt met de begrippen "algemene rol", "bijzondere rol" en "voorlopige rol", het zou toch nodig zijn, voor een beter begrip van de geplande hervorming, dat deze memorie zou worden aangevuld om de algemene opzet en de globale werking van de nieuwe "elektronische rol" beter te beschrijven, alsmede de inpassing van de verschillende andere rollen in dat systeem, inzonderheid in het licht van het "openbare" gedeelte en het "besloten" gedeelte waaruit de "elektronische rol" zal bestaan.

Artikel 45 (ontworpen artikel 712)

1. In paragraaf 1, 1°, is het de Raad van State niet duidelijk waarom de lijst van trefwoorden alleen in het Nederlands en het Frans hoeft te worden opgemaakt bij het Hof van Cassatie, terwijl krachtens artikel 27bis, § 1, derde lid, van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken het verzoekschrift tot cassatie in het Duits mag worden gesteld.

2. In paragraaf 1, 2°, kan de Raad van State zich niet voorstellen wat de betekenis is van de woorden "in de taal van de rechtspleging". Er behoort te worden vermeld dat de trefwoorden opgemaakt worden in de taal (talen) die door het betrokken gerecht wordt (worden) gebruikt.

3. In paragraaf 1, 4°, c), vermeldt de tekst "het aantal zaken waarvoor een rechtsdag is bepaald"; gaat het om de bepaling van de rechtsdagen voor pleidooien ? De tekst behoort te worden verduidelijkt.

4. De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt gevestigd op de bepalingen van het koninklijk besluit van 30 november 1970 tot vaststelling van het tarief van de invorderbare kosten bedoeld in artikel 1022 van het gerechtelijk wetboek. Artikel 1 van dat koninklijk besluit stelt dat de vergoedingen niet verschuldigd zijn "(...) wanneer de verweerder, vóór de inschrijving van de zaak op de rol, de eis inwilligt en zijn verbintenissen kwijt(...)". Welke gevolgen zal de voorlopige rol die bij het voorontwerp wordt ingesteld hebben voor die bepaling ?

Artikel 46 (ontworpen artikel 716)

1. In paragraaf 1, tweede lid, hebben de woorden "Wanneer aan de wettelijke vereisten is voldaan" volgens de gemachtigde van de minister betrekking op de betaling van de rechten voor inschrijving op de rol. Het is geraten dat uitdrukkelijk aan te geven.

2. In paragraaf 2, eerste lid, heeft de Raad van State vragen bij de draagwijdte van de woorden "en wordt (de zaak) in voorkomend geval tegelijk ingeschreven op de bijzondere rol van de kamer en van de zitting ...".

In de memorie van toelichting moet hieromtrent uitleg worden verstrekt.

Artikel 48 (ontworpen artikel 718)

1. Er behoort te worden geschreven : "Wanneer de zaak anderszins dan door dagvaarding wordt aangebracht, ...".

2. Strikt genomen wordt de akte van rechtsingang niet op de algemene rol ingeschreven wanneer deze aan de griffie wordt toegestuurd, maar wanneer deze door de griffie wordt ontvangen.

Artikel 49 (ontworpen artikel 726)

1. Om redenen die te maken hebben met een efficiënt beheer van de rollen, behoren zij die een inschrijving hebben gedaan op de voorlopige rol, verplicht te worden die inschrijving te schrappen zodra zij afzien van voortzetting van hun vordering, zodat een andere zaak in plaats daarvan kan worden ingeschreven. Immers, indien men twee dagen vóór de zitting vaststelt dat een aantal zaken die op de voorlopige rol zijn ingeschreven niet op de algemene rol zijn ingeschreven, zal het hoe dan ook te laat zijn om andere zaken in te schrijven op de voorlopige rol en vervolgens op de algemene rol van de bewuste zitting. Deze regel, die vermeld wordt op bladzijde 19 van de memorie van toelichting, wordt evenwel niet herhaald in het voorontwerp van wet. Deze leemte behoort te worden aangevuld.

2. In het tweede lid wordt gesteld dat als de gerechtsdeurwaarder voor een zitting dagvaardt waarop volgens de elektronische rol de zaak niet meer kan worden aangebracht, deze ambtshalve uitgesteld wordt tot de eerste dienstige zitting.

In de memorie van toelichting wordt gesteld dat in geval van uiterst dringende noodzakelijkheid de korpschef of de griffier toestemming mag geven om te dagvaarden voor een reeds volle zitting. Van deze mogelijkheid is evenwel geen sprake in het voorontwerp van wet.

3. In het laatste lid is er sprake van "degenen die de zaak inleiden". Welnu, wanneer de zaak bij verzoekschrift wordt aangebracht stelt de rechter en niet de partijen de rechtsdag vast (artikel 1034 sexies).

Artikel 51 (ontworpen artikel 730)

De Raad van State ziet niet in waarom in het voorontwerp niet langer de gevolgen worden vermeld die verbonden zijn aan doorhaling op de rol of weglating, zoals gedaan wordt in artikel 730, § 1, tweede lid, § 2, a), derde lid, en § 3, van de huidige tekst. Deze leemte behoort te worden aangevuld.

2. In paragraaf 2, tweede lid, wordt gesteld dat de handhaving van een zaak moet geschieden bij een "met redenen omkleed verzoek". In de memorie van toelichting wordt bepaald dat wanneer een verzoek niet voldoende gemotiveerd is, de zaak wordt weggelaten.

Volgens de gemachtigde van de minister moet de motivering gaan over de redenen waarom vertraging is opgelopen bij het in staat van wijzen brengen van de zaak. De memorie van toelichting moet deze precisering bevatten.

Artikel 52

(ontworpen artikelen 734sexies.1. tot 734sexies.10.)

1. Noch de tekst van het voorontwerp noch de memorie van toelichting bevatten enige opheldering over de wijze waarop in familiezaken de mediatieprocedure waarin voorzien wordt door de artikelen 734sexies.1. tot 734sexies.10. zich zal verdragen met de procedure van bemiddeling in familiezaken, voorgeschreven door de artikelen 734bis tot 734sexies, die in het Gerechtelijk Wetboek zijn ingevoegd bij de wet van 19 februari 2001 "betreffende de proceduregebonden bemiddeling in familiezaken". De vraag rijst of deze twee procedures elkaar in de tijd kunnen opvolgen dan wel of de ene de andere uitsluit ?

Deze leemte behoort te worden aangevuld.

2. De ontworpen bepalingen moeten overigens het nummer "septies" voeren en niet "sexies".

Artikel 52 (ontworpen artikel 734sexies.1.)

Het ontworpen artikel 734sexies.1., dat handelt over de rechterlijke organisatie, is niet op zijn plaats bij de bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek betreffende de rechtspleging.

Artikel 52 (ontworpen artikel 734sexies.3.)

1. De memorie van toelichting van het voorontwerp van wet, waarin sprake is van het advies van de drie rechtsgeleerden waarin voorzien werd door het oude artikel 467 van het Burgerlijk Wetboek, stemt niet meer overeen met de huidige wetgeving inzake voogdij, die grondig gewijzigd is door de wet van 29 april 2001 tot wijziging van verscheidene wetsbepalingen inzake de voogdij over minderjarigen.

2. Het feit dat de geschillen genoemd in artikel 2045 van het Burgerlijk Wetboek het voorwerp kunnen zijn van mediatie, betekent niet dat de voorwaarden waarin in die bepaling wordt voorzien niet hoeven te worden nageleefd. Om die reden en behoudens andersluidende tekst zal het proces-verbaal, indien de mediatie uitmondt in een geschil tussen de voogd en een derde, niet ondertekend mogen worden zonder bijzondere machtiging van de vrederechter van de woonplaats of de verblijfplaats van de minderjarige die er in het bijzonder mee belast is de belangen van de minderjarige te beschermen. Zo ook zal het proces-verbaal, in geval van een geschil tussen de voogd en de minderjarige die meerderjarig is geworden, niet ondertekend mogen worden vóór de definitieve goedkeuring van de voogdijrekening.

Artikel 52 (ontworpen artikel 734sexies.5.)

Met het oog op meer nauwkeurigheid behoort te worden geschreven :
"Wanneer de rechter verwijzing naar de mediatierechter toestaat,... binnen een maand na de kennisgeving van de oproeping ...".

Artikel 52 (ontworpen artikel 734sexies.9.)

1. In paragraaf 3 is het onlogisch te schrijven dat tegen het vonnis dat de overeenkomst uitvoerbaar verklaart, voor de gedingvoerende partijen geen voorziening openstaat "tenzij de uitvoerbaarverklaring werd geweigerd".

Immers, als de rechter geweigerd heeft om de overeenkomst uitvoerbaar te verklaren, zal er per definitie geen vonnis bestaan "met betrekking tot de uitvoerbaarverklaring".

De Raad van State gaat ervan uit dat de steller van het voorontwerp enerzijds bedoeld heeft op het geval dat een vonnis de overeenkomst uitvoerbaar verklaart en anderzijds op het geval dat een vonnis weigert om de overeenkomst uitvoerbaar te verklaren.

2. De tekst wijkt zonder reden af van de formulering van artikel 1043 van het Gerechtelijk Wetboek, dat betrekking heeft op het vonnis waarbij tot een schikking wordt besloten. Voor de redactie van de ontworpen tekst behoort men zich beter te houden aan de formulering van dat artikel.

3. De slotsom is dan ook dat de redactie van paragraaf 3 behoort te worden herzien.

Artikel 52 (ontworpen artikel 734sexies.10.)

De regel dat de rechter uitspraak doet binnen een maand na het verzoek moet het derde lid vormen van artikel 734sexies.4.

Het gaat immers niet om een regel die alleen geldt voor het geval dat het verzoek om mediatie wordt verworpen. In het algemeen is het dat de rechter uitspraak moet doen binnen een maand na het verzoekschrift, ongeacht of hij het verzoek inwilligt of weigert.

.../...

De overige bepalingen van artikel 734sexies.10. zouden beter komen vóór artikel 734sexies.5..

Artikel 53 (ontworpen artikel 736)

1. In de memorie van toelichting staat het volgende :

"Eens besluiten werden genomen, komt de zaak niet meer in aanmerking voor korte debatten".

Zulk een regel komt evenwel niet voor in het voorontwerp, dat enkel het volgende vermeld in paragraaf 2, eerste lid :

"Wanneer alle partijen om behandeling in korte debatten verzoeken en geen conclusies worden neergelegd moet de rechter dit toestaan".

Men zou bij het lezen van dit lid kunnen denken dat wanneer een conclusie is ingediend de rechter op dezelfde wijze beslist als wanneer een van de partijen niet akkoord gaat met de korte-debattenprocedure, d.w.z. dat de rechter zelf beslist over de behandeling van de zaak in korte debatten. Daardoor zou het misbruik voorkomen kunnen worden dat erin bestaat dat op de inleidende zitting conclusies worden ingediend met als enig doel korte debatten te vermijden. Tot slot zou het kunnen dat verweerders verzoek om korte debatten gedaan wordt bij wege van conclusies ⁽⁵⁾. In dat geval zou het vanzelfsprekend absurd zijn om korte debatten te weren op de grond dat een conclusie is ingediend.

Het staat aan de steller van het voorontwerp om zijn bedoelingen duidelijk kenbaar te maken in de tekst van het voorontwerp.

2. Het zou wenselijk zijn dat de ontworpen bepaling zou vermelden - zoals dit thans ook geschiedt in artikel 735, § 6 - dat de beslissingen omtrent de "rechtspleging in korte debatten" niet vatbaar zijn voor enig rechtsmiddel.

⁽⁵⁾ Het ontworpen artikel 736, § 1, eerste lid, bepaalt niets over de wijze waarop de verweerder zijn verzoek moet doen.

Artikel 53 (ontworpen artikel 737)

1. Artikel 737, § 1, verklaart verscheidene artikelen van toepassing wanneer de partijen zich niet over de conclusietermijnen en de rechtsdag uitspreken.

Er behoort evenwel te worden opgemerkt dat een aantal van die artikelen, zoals artikel 743, eerste lid, van toepassing zijn zelfs wanneer de partijen zich uitspreken over de conclusietermijnen of de rechtsdag.

Overigens zijn sommige artikelen die niet worden genoemd onbetwistbaar van toepassing op het beoogde geval. Dat is bijvoorbeeld het geval met de ontworpen artikelen 740, 741, 742, 743, tweede lid, 744 en 755.

2. Uit de woorden "en de rechtsdag" in het ontworpen artikel 737, § 1, blijkt daarentegen dat de partijen zich niet alleen kunnen uitspreken over de conclusietermijnen, maar ook over de rechtsdag.

Het ontworpen artikel 737, § 2, biedt evenwel alleen de mogelijkheid aan de partijen om de conclusietermijnen aan te passen. Ongeacht of de partijen al dan niet tot overeenstemming zijn gekomen, de rechtsdag wordt altijd vastgesteld door de rechter "binnen twee maanden na het verstrijken van de laatste conclusietermijn". Het gaat daar om een tegenstrijdigheid die in het voorontwerp van wet moet worden weggewerkt.

3. In paragraaf 2, derde lid, lijken de woorden "en mits eerbiediging van artikel 743" op een vergissing te berusten. Het is immers vanzelfsprekend dat de regels betreffende de inhoud van conclusies moeten worden nageleefd. Uit de memorie van toelichting blijkt dat de steller van het voorontwerp eigenlijk heeft willen aanhaken bij het ontworpen artikel 742, waarin het aantal conclusies die de partijen kunnen indienen, wordt beperkt.

In dat verband wordt verwezen naar de opmerking die verderop wordt gemaakt onder artikel 53 van het ontwerp (ontworpen artikel 742).

4. In paragraaf 2, derde en vierde lid, moet worden vermeld dat de rechter ook de datum van indiening van de dossiers bepaalt wanneer de verkorting van de termijnen niet de mogelijkheid biedt om artikel 756ter, eerste lid, in acht te nemen. Die datum moet op het zittingsblad worden vermeld.

5. In advies 30.979/2 van 31 januari 2001 over een voorstel van wet "tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek, wat de burgerlijke rechtspleging betreft", had de afdeling wetgeving de volgende opmerking gemaakt :

"In het tweede lid staat dat de eiser in de akte van rechtsingang om een verlenging of verkorting van de wettelijke conclusietermijnen kan verzoeken. De vraag rijst evenwel of de eiser in dat stadium van het geschil in staat is om de complexiteit van de zaak in te schatten. Vaak beseft de eiser pas nadat hij de conclusies van de verweerder heeft ontvangen dat de zaak ingewikkelder is dan hij aanvankelijk had gedacht."

Een soortgelijke opmerking kan worden gemaakt over het onderzochte voorontwerp.

6. Het zou wenselijk zijn dat - net zoals nu het geval is in artikel 735, § 6 - in de ontworpen bepaling wordt vermeld dat beslissingen omtrent de "rechtspleging in korte debatten" niet vatbaar zijn voor enig rechtsmiddel.

Artikel 53 (ontworpen artikel 738)

Het ontworpen artikel 738 moet in overeenstemming worden gebracht met het bepaalde van het ontworpen artikel 803, dat de verschijnende partij de mogelijkheid biedt om te vragen dat de zaak naar de rol wordt verwezen als de andere partij verstek laat gaan.

Voorgesteld wordt het artikel aan te vullen met de woorden "of in het geval genoemd in artikel 803".

Artikel 53 (ontworpen artikel 739)

1. Het ontworpen artikel 739, § 1, bepaalt dat "de akte van rechtsingang (...) alle feiten, vorderingen en middelen (dient) te bevatten."

Paragraaf 2 van dat artikel bepaalt bovendien dat "de verweerder (...) in zijn conclusie van antwoord alle excepties en middelen tegelijk voor(draagt), samen met in voorkomend geval, alle tussenvorderingen."

De Raad van State vraagt zich af welke sanctie van toepassing is wanneer middelen en excepties later worden aangevoerd, hetzij door de eiser na de betekening van zijn dagvaarding, hetzij door de verweerder na de indiening van zijn eerste conclusie. Gaat het om de nietigheid zoals die al is voorgeschreven in artikel 702 van het Gerechtelijk Wetboek ? Behalve dat een dergelijke sanctie niet geldt voor de conclusie van de verweerder, moet worden vastgesteld dat de aanvoering van nieuwe middelen niet tot gevolg mag hebben dat een dagvaarding of een rechtsgeldig gestelde conclusie met terugwerkende kracht nietig kan worden. Eigenlijk is maar één sanctie denkbaar : de niet-ontvankelijkheid van het nieuwe middel dat voor het eerst wordt aangevoerd na de dagvaarding of de niet-ontvankelijkheid van de exceptie die voor het eerst wordt opgeworpen na de indiening van de eerste conclusie. De vraag rijst evenwel of een dergelijke sanctie - die herinnert aan de niet-ontvankelijkheid van de nieuwe middelen in cassatie - niet kennelijk buitensporig is bij de bodemrechter. Een dergelijke sanctie ⁽⁶⁾ zou hoe dan ook voor het Belgische procesrecht een belangrijke vernieuwing betekenen en zou onder meer vergen dat de regeling ingevoerd in artikel 807 van het Gerechtelijk Wetboek, dat door de steller van het voorontwerp niet gewijzigd wordt en dat de mogelijkheid biedt om de vordering onder bepaalde voorwaarden uit te breiden of te wijzigen, helemaal moet worden herzien.

⁽⁶⁾ Die overigens niet zou verhinderen dat een nieuwe dagvaarding wordt ingediend waarin de nieuwe middelen worden overgenomen en die bijgevolg een geval van aanhangigheid of verknochtheid zou veroorzaken.

De steller van het voorontwerp behoort alle twijfel omtrent zijn bedoelingen weg te nemen en de ontworpen bepalingen op een zo fundamenteel punt te verduidelijken.

2. Wat paragraaf 2 betreft, behoort in het voorontwerp te worden aangegeven over welke termijn de verweerder beschikt om zijn aanvullende conclusie in te dienen. De paragraaf waarin dit wordt geregeld, lijkt per abuis in het ontworpen artikel 756septies, § 2, te staan.

3. In paragraaf 3, eerste lid, laatste zin, behoort explicieter te worden vermeld : "Die kosten worden begroot als uitgaven".

4. In paragraaf 3, derde lid, staat dat, wanneer wordt bepaald dat stukken of conclusies ter griffie worden neergelegd, dit eveneens betekent dat zij aan de griffie mogen worden toegestuurd.

In het voorontwerp moet worden verduidelijkt of, in dat geval, de datum die in aanmerking moet worden genomen om na te gaan of de termijnen in acht zijn genomen, de datum is waarop het stuk daadwerkelijk op de griffie is ingekomen, tenzij de steller van het voorontwerp, voor de overlegging van de conclusies en de stukken aan de griffie, de toepassing wenst van artikel 745, tweede lid - dat bij het voorontwerp van wet niet wordt opgeheven - dat bepaalt dat "de overlegging van de conclusies wordt geacht te zijn verricht vijf dagen na de toezending".

Artikel 53 (ontworpen artikel 741)

1. Het eerste lid bepaalt : "Buiten de door de wet of de rechter bepaalde termijn neergelegde conclusies moeten worden geweerd".

De Raad van State vraagt zich af waarom de bewoordingen "worden ambtshalve uit de debatten geweerd", die voorkomen in de huidige artikelen 740 en 747, § 2, zesde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, niet worden gehandhaafd.

2. In hetzelfde lid moet, naast de indiening van de conclusies - namelijk de neerlegging ter griffie - ook melding worden gemaakt van de overlegging van de conclusies aan de andere partijen ⁽⁷⁾.

Aangezien de partijen minder tijd krijgen om conclusie te nemen, is het nog belangrijker dat ze werkelijk in het bezit zijn van de conclusies van de andere partijen binnen de termijnen die bij de wet of door de rechter zijn gesteld. Er moet evenwel bijzonder goed gelet worden op het feit dat de conclusietermijn, vanwege artikel 745 waarvan het voorontwerp het tweede lid handhaaft, vijf dagen korter wordt.

3. Het ontworpen artikel 741, tweede lid, bepaalt :

"Wanneer de termijn voor een partij is verstreken, kan zij achteraf geen stukken of conclusies meer neerleggen."

Moet die tekst, in verband met stukken, zodanig worden uitgelegd dat de eiser die zijn stukken niet binnen acht dagen na de akte van rechtsingang heeft ingediend, dat achteraf niet meer kan doen ? De Raad van State vraagt zich immers af welke concrete mogelijkheden de verweerder worden geboden om conclusie te nemen, in het geval dat de stukken van de eiser niet zijn ingediend. De tekst moet op die punten worden verduidelijkt.

⁽⁷⁾ Zoals J. Englebert heeft geschreven in verband met de hervorming van 1992 :
"Dès lors qu'un délai est soumis à une déchéance, il importait de définir avec précision la date de prise de cours et celle de l'échéance de ce délai, et l'acte qui devait impérativement être déposé avant le terme fatidique.
A juste titre, le législateur a estimé qu'il s'agissait de la communication des conclusions à la partie adverse. En effet, le dépôt des conclusions au greffe, formalité qui produit d'autres effets, était inefficace à permettre une application cohérente des nouvelles règles, dès lors que le délai pour conclure, prescrit à peine de déchéance, ne peut logiquement commencer à courir à l'égard d'une partie qu'après qu'elle ait eu connaissance des conclusions de son adversaire (sous réserve de l'hypothèse où cette partie doit conclure en premier - dans ce cas, c'est généralement à dater de la notification de l'ordonnance fixant les délais, que celui-ci prendra cours" ("Vingt fois sur le métier remettez votre ouvrage : polissez-le et le repolissez", J.L.M.B. 1995, p. 1553).

4. In de memorie van toelichting staat :

"Wie zijn eerste termijn om te besluiten laat voorbijgaan kan geen latere besluiten meer nemen, of stukken neerleggen, zo niet zou het verloop van de procedure worden ontregeld".

a) Het ontworpen artikel 741, tweede lid, geeft die bedoeling onvolledig weer, aangezien niet wordt gepreciseerd dat de "toegemeten termijn" de eerste termijn is waarover elke partij beschikt om na de inleidende zitting haar conclusie te nemen.

b) De regel vervat in de memorie van toelichting is overdreven. Als de verweerder de conclusietermijn heeft laten verstrijken, zou hij een aanvullende conclusie en aanvullende stukken moeten kunnen indienen als die alleen bedoeld zijn om te antwoorden op een uitbreiding van de vordering of zelfs op een nieuw middel dat de eiser in zijn "conclusie van wederantwoord" heeft uiteengezet.

Artikel 53 (ontworpen artikel 742)

1. Het lijkt abnormaal dat, als uitzonderlijke omstandigheden eigen aan de zaak rechtvaardigen dat een partij een nieuwe conclusie indient, die partij dat alleen mag doen met instemming van de andere partij. Er behoort een duidelijk onderscheid te worden gemaakt tussen het geval dat met instemming van de partijen nieuwe conclusies worden uitgewisseld en het volkomen andere geval dat zich nieuwe feiten of bijzondere omstandigheden hebben voorgedaan die rechtvaardigen dat nieuwe conclusies worden ingediend.

Het onderscheid tussen die twee gevallen wordt thans gemaakt in artikel 748. Paragraaf 1 van dat artikel heeft betrekking op conclusies die met instemming van de partijen zijn ingediend en paragraaf 2 ervan slaat op conclusies die kunnen worden ingediend met toestemming van de rechter als "een nieuw en ter zake dienend stuk of feit (is) ontdekt dat nieuwe conclusies rechtvaardigt". Het lijkt raadzaam dat dit onderscheid ook wordt gemaakt in het ontwerp.

2. De Raad van State vraagt zich af hoe het ontworpen artikel 742 zich zal verdragen met de gevallen genoemd in de ontworpen artikelen 756quinquies en 813bis. Die beide bepalingen voorzien reeds in gevallen waarin de partijen aanvullende of uitvoeriger conclusies mogen indienen.

3. De steller van het voorontwerp behoort te preciseren volgens welke rechtsgang een derde conclusie wordt gevraagd en hoe de beslissing van de rechter ter kennis wordt gebracht van de partijen.

Artikelen 56 en 57

1. In tegenstelling met de huidige situatie waarin de meeste zaken tijdens de inleidende zitting naar de rol worden verwezen en waarbij de partijen later een rechtsdag toegewezen moeten krijgen wanneer de zaak eenmaal in zoverre gereed is dat erover kan worden gepleit, wil het voorontwerp een regeling van dwingende conclusietermijnen op touw zetten, waarbij de rechter tijdens de inleidende zitting de datum van de pleitzitting vaststelt, welke plaatsheeft binnen twee maanden nadat de laatste conclusietermijn is verstreken.

Daaruit volgt dat, tenzij de zaak naar de rol wordt verwezen, de regels voor het bepalen van de rechtsdag nauw samenhangen met die betreffende de behandeling tijdens de inleidende zitting en dat die twee soorten regelingen dus in één en dezelfde afdeling moeten worden opgenomen.

Bijgevolg moet het ontworpen artikel 756bis, eerste lid, worden opgenomen in afdeling II, dat het volgende opschrift zou kunnen krijgen : "Behandeling op de inleidende zitting en bepaling van de rechtsdag" en niet in een afdeling V met als opschrift "Bepaling van de rechtsdag en de behandeling op de rechtsdag". Die structuur is des te noodzakelijker, daar de regel voor de bepaling van de rechtsdag door de rechter tijdens de inleidende zitting al voorkomt in afdeling II, voor twee bijzondere gevallen : weigering van de rechter om de zaak in korte debatten te behandelen (ontworpen artikel 736, § 2, derde lid) en wijziging van de conclusietermijnen (ontworpen artikel 737, § 2, derde en vierde lid). Afdeling II behoort dus ook de regel te bevatten omtrent het bepalen van de

.../...

pleidooizitting door de rechter tijdens de inleidende zitting in het courantste geval, namelijk het geval dat de partijen noch om korte debatten, noch om wijziging van de conclusietermijnen hebben verzocht.

2. Het tweede lid bepaalt dat, wanneer afwijkende conclusietermijnen worden toegestaan, de afwijkende termijnen en de rechtsdag op het zittingsblad worden vermeld.

De steller van het voorontwerp wordt erop attent gemaakt dat de rechtsdag ook op het zittingsblad moet worden vermeld wanneer niet van de wettelijke termijnen wordt afgeweken. Er moet immers een spoor worden bewaard van de datum die de rechter binnen twee maanden na het verstrijken van de wettelijke conclusietermijnen heeft bepaald.

Artikel 58 (ontworpen artikel 756ter)

In de memorie van toelichting staat : "Niet tijdig neergelegde dossiers kunnen buiten beschouwing worden gelaten".

Die commentaar - die overigens te streng is wanneer de betrokken dossiers overeenkomstig de regels aan de partijen zijn overgezonden - is echter niet terug te vinden in de tekst van het voorontwerp, zodat de termijn van vijftien dagen als een termijn van orde moet worden beschouwd in plaats van als een dwingende termijn. Die interpretatie wordt bevestigd door het feit dat in het tweede lid als enige sanctie de toepassing van het ontworpen artikel 16bis wordt vermeld, namelijk het opleggen van een civiele boete.

Artikel 59 (ontworpen artikel 756quater)

1. Het eerste lid bepaalt dat de zaak op de rechtsdag wordt behandeld. Wat geschiedt er als alle partijen verstek laten gaan ?

.../...

2. Het tweede lid bepaalt dat "de partij die geen conclusie heeft genomen, (...) niet tot de pleidooien (wordt) toegelaten".

Die bepaling lijkt te streng in het licht van het beginsel van de gelijkheid van de procespartijen, dat inhoudt dat alle partijen de mogelijkheid moeten krijgen om hun argumenten uiteen te zetten in omstandigheden die de ene partij niet te sterk benadelen ten opzichte van de andere partij.

Aangezien het proces wordt voortgezet, de rechter uitspraak moet doen over de zaak en de andere partij over het pleidooirecht beschikt, kan immers in alle ernst worden gesteld dat de partij die geen conclusie heeft genomen, tot de pleidooien moet kunnen worden toegelaten, al was het maar in beperkte mate. Zo moet ze bijvoorbeeld de regelmatigheid van de procesvoering kunnen aanvechten, kunnen antwoorden op de opheldering waarom door de rechter wordt verzocht, kunnen pleiten over de inhoud van de dagvaarding of de conclusies en stukken die ze overeenkomstig de voorschriften heeft ingediend.

Artikelen 60 en 62

(ontworpen artikelen 756quinquies en 756septies)

De Raad van State vraagt zich af in hoeverre die artikelen kunnen worden gebruikt om een partij die de wettelijke of de door de rechter gestelde termijnen heeft laten verstrijken, de mogelijkheid te bieden om alsnog conclusie te nemen en stukken in te dienen.

Voor het overige wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 53 van het voorontwerp (ontworpen artikel 742).

Artikel 62 (ontworpen artikel 756septies)

1. Zoals in de opmerking onder artikel 53 van het voorontwerp (ontworpen artikel 739) wordt vermeld, moet paragraaf 2 kennelijk het vijfde lid van artikel 739, § 2, worden.

.../...

2. Over de neergelegde aanvullende stukken moet een debat op tegenspraak kunnen worden gevoerd onder alle partijen die daaromtrent conclusie moeten kunnen nemen. Het voorontwerp moet dus zodanig worden aangevuld dat de rechten van de partijen beter worden gewaarborgd.

Artikel 63 (ontworpen artikel 756octies)

1. Het eerste en het derde lid hebben betrekking op het geval waarin een naar de rol verwezen zaak op verzoek van een partij opnieuw ter zitting wordt gebracht. Dat eerste en derde lid moeten samen een paragraaf 1 vormen.

Het tweede lid gaat over het geheel andere geval dat alle partijen van oordeel zijn dat de zaak in zoverre gereed is dat ze kan worden bepleit. Dat lid moet in een paragraaf 2 worden opgenomen.

Voor het overige moeten de woorden "in staat om te worden behandeld" in de hele tekst vervangen worden door de woorden "in zoverre gereed dat ze kan worden bepleit".

2. Er is geen reden om te verwijzen naar artikel 1065, aangezien dat artikel betrekking heeft op het hoger beroep. Het is voldoende te bepalen dat het verzoek ter griffie wordt ingediend.

3. In het derde lid (dat het tweede lid wordt) zou de laatste zin beter als volgt worden gesteld : "Artikel 737 is van toepassing naargelang van de voortgang van de zaak".

Artikel 64 (ontworpen artikel 763bis)

1. De Raad van State vraagt zich af of verzoening tijdens de rechtspleging alleen mogelijk is tussen partijen die bekwaam zijn om een dading aan te gaan en betreffende zaken welke voor dading vatbaar zijn, zoals voorgeschreven in artikel 731 van het Gerechtelijk Wetboek.

Dat moet in de tekst worden verduidelijkt.

2. Wat paragraaf 3 betreft, zou het beter zijn te bepalen dat als de partijen zich verzoenen, akte wordt genomen van hun overeenkomst in de vorm van een vonnis waarin tot een schikking wordt besloten en dat valt onder artikel 1043 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 65 (ontworpen artikel 764)

In de memorie van toelichting staat :

"... de tekst van het huidig artikel 765, waarin wordt bepaald dat de jeugdrechtbank en de jeugdkamer van het hof van beroep op straffe van nietigheid eerst uitspraak doen na het advies of de vordering van het openbaar ministerie te hebben gehoord, (wordt) niet hernomen."

Het is echter vanzelfsprekend dat niet wordt geraakt aan de gevallen waarin krachtens de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming - die een bijzondere wet in de zin van het ontworpen artikel 764, § 1, 6°, is - een rol is weggelegd voor het openbaar ministerie.

Artikel 8 van de genoemde wet van 8 april 1965 bepaalt ook dat substituten bij jeugdrechtbanken of jeugdkamers van de hoven van beroep

"... eveneens het ambt van openbaar ministerie bij de burgerlijke rechtbank uit(oefenen) telkens wanneer deze rechtbank te beslissen heeft over de voorlopige maatregelen die betrekking hebben op de persoon, op het levensonderhoud en op de goederen van niet ontvoogde minderjarige kinderen van ouders die wegens echtscheiding of scheiding van tafel en bed in rechte staan."

Paragraaf 2 van het ontworpen artikel 764 bepaalt dat het openbaar ministerie, op verlangen van "de rechtbank of het hof", van alle zaken mededeling kan krijgen. Het zou raadzaam zijn tevens te bepalen dat die mededeling noodzakelijk kan worden op vordering van de vrederechter, inzonderheid in het kader van de nieuwe bevoegdheden die hem in het ontworpen artikel 1280 worden opgedragen.

Artikel 66 (ontworpen artikel 765)

Deze bepaling overlapt de artikelen 894 en 904.

Artikel 67 (ontworpen artikel 766)

1. De ontworpen bepaling stipuleert : "De rechter deelt de zaak mee aan het openbaar ministerie". In tegenstelling tot de huidige situatie, wordt de zaak niet meer meegedeeld na het sluiten van de debatten, maar luidens de memorie van toelichting, "op de rechtsdag". In de memorie van toelichting wordt gepreciseerd dat de debatten "pas (worden) gesloten op een tweede rechtsdag waarop de zaak wordt behandeld in het licht van het advies en het standpunt van de partijen daarover".

De steller van het voorontwerp wordt erop gewezen dat de huidige bepalingen van de artikelen 766 tot 768, die bij het voorontwerp van wet slechts lichtjes worden gewijzigd, betrekking hebben op een procedure die na de sluiting van de debatten wordt gevoerd. Daarin wordt dus geenszins voorzien in een tweede terechtzitting in de loop waarvan de zaak zou worden behandeld - of, juister gezegd, verder behandeld - in het licht van het advies van het openbaar ministerie en vanuit het standpunt dat de partijen innemen ten aanzien van dit advies. Alleen het ontworpen artikel 769 gewaagt van "de laatste rechtsdag".

Indien het de bedoeling is van de steller van het voorontwerp zo een terechtzitting te handhaven, dient daarin uitdrukkelijker te worden voorzien.

2. Gelet op het feit dat de mededeling aan het openbaar ministerie niet meer plaatsvindt na de sluiting van de debatten, dient artikel 771 van het Gerechtelijk Wetboek te worden aangepast.

Artikel 69 (ontworpen artikel 769)

De ontworpen tweede zin vormt een doublure met artikel 770, eerste lid.

Artikel 73 (ontworpen artikel 782)

Behoort uit deze tekst te worden afgeleid dat de rechter en zijn griffier het vonnis niet meer op de gewone manier mogen ondertekenen en dat de aldus ondertekende vonnissen niet meer ter griffie zullen worden bewaard.

Artikel 74 en volgende (ontworpen artikelen 783 en volgende)

De bepalingen met betrekking tot het zittingsblad zijn vervat in afdeling 8⁽⁸⁾ betreffende de "berechting van de zaak".

De zittingsbladen en de mededeling ervan aan de partijen hebben evenwel eveneens betrekking op de inleidende zitting. Het is zelfs door mededeling van het zittingsblad dat de partijen op de hoogte zullen worden gebracht van de conclusietermijnen.

Er wordt dus voorgesteld een bijzondere afdeling te wijden aan de zittingsbladen.

Artikel 75 (ontworpen artikel 787bis)

1. In het eerste lid staat het aan de steller van het voorontwerp te oordelen of niet eveneens dient te worden voorzien in mededeling van het zittingsblad aan de verschijnende advocaten, opdat zij beschikken over een schriftelijk en officieel spoor van de vaststelling van de conclusietermijnen en van de rechtsdag.

⁽⁸⁾ In het algemeen staat het aan de steller van het voorontwerp rekening te houden met het feit dat de afdelingen in het Gerechtelijk Wetboek worden aangeduid met Arabische cijfers.

2. De aan de Koning verleende machtiging moet duidelijker zijn. Artikel 783 van het Gerechtelijk Wetboek geeft immers reeds aan wat op het zittingsblad moet worden vermeld en artikel 784 de wijze waarop de zittingsbladen worden bewaard. Een koninklijk besluit mag van die bepalingen niet afwijken.

Volgens de gemachtigde van de minister is het de bedoeling de Koning te machtigen om het model van het zittingsblad vast te stellen. Zulks dient uitdrukkelijk te worden vermeld.

Artikel 77 (ontworpen artikel 802)

Paragraaf 2, tweede lid, bepaalt dat het vonnis geacht wordt op tegenspraak te zijn gewezen ten aanzien van de partij die niet is verschenen en geen conclusie heeft ingediend, maar die bij gerechtsbrief op de hoogte is gebracht van de conclusietermijnen en de rechtsdag.

De Raad van State veronderstelt dat dit lid betrekking heeft op het geval waarin op de inleidende zitting geen verstek is gevorderd tegen de partij die niet is verschenen, welk geval in het ontworpen artikel 803 wordt geformuleerd. De gemachtigde van de minister heeft dit bevestigd.

Artikel 80 (ontworpen artikel 813bis)

De vraag rijst of het ontworpen artikel 813bis niet de opheffing, of op zijn minst de aanpassing, impliceert van de artikelen 857 tot 859 van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 82 (ontworpen artikel 818)

In het tweede lid dient te worden verwezen naar artikel 802, § 1.

Artikel 83 (ontworpen artikel 884)

Zoals in de huidige tekst is het voldoende te schrijven : "In geval van een hoofdvordering of een tussenvordering tot schriftonderzoek ...". Een tegenvordering is immers een tussenvordering.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 87 (ontworpen artikel 898).

Artikel 91 (ontworpen artikel 951)

1. Er behoort duidelijker te worden vermeld hoe de partijen en hun raadslieden op de hoogte worden gebracht van de nieuwe rechtsdag : bij gerechtsbrief, gewone brief, enz. ?

2. In het laatste lid van de Franse versie schrijve men, zoals in de Nederlandse versie, in fine : "... du procès-verbal d'enquête contraire".

Artikel 92 tot 110 - Deskundigenonderzoek (ontworpen artikelen 962 tot 991)

De steller van het voorontwerp zou bij het invoeren van de voorgestelde wijzigingen beter zo weinig mogelijk afwijken van de redactie van het Gerechtelijk Wetboek.

Artikel 92 (ontworpen artikel 962)

1. In paragraaf 2 wordt het opnemen van de handtekening en de eed in het verslag niet uitdrukkelijk op straffe van nietigheid voorgeschreven, in tegenstelling tot wat thans wordt bepaald in artikel 979, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek.

Er moge worden gememoreerd dat luidens artikel 860 van het Gerechtelijk Wetboek geen proceshandeling nietig kan worden verklaard indien de wet de nietigheid ervan niet uitdrukkelijk heeft bevolen.

2. Paragraaf 3, laatste lid, eerste zin, bepaalt :

"De partijen of de meest gerede partij verzoekt om vervanging van de aangestelde deskundigen vooraleer deze met hun opdracht werden belast".

Het zou beter zijn om, zoals in het huidige artikel 964, tweede lid, te schrijven : "alvorens zij van hun benoeming kennis krijgen".

Er zij op gewezen dat zelfs nadat de deskundige kennis heeft gekregen van zijn aanstelling, een identieke mogelijkheid tot vervanging blijft bestaan op grond van het ontworpen artikel 964, § 2, eerste lid.

Artikel 93 (ontworpen artikel 963)

Paragraaf 2, eerste en tweede lid, maakt gewag van de "verlenging" van de termijn waarbinnen de deskundige zijn verslag moet indienen.

Het beginsel van zulke "verlengingen" is evenwel niet in de vorige artikelen neergelegd.

Het voorontwerp moet worden aangevuld om te preciseren wat dient te worden verstaan onder de woorden "in voorkomend geval ... verlengd" en meer bepaald een antwoord te geven op de vraag of deze verlenging uitsluitend een gevolg is van een beslissing van de rechter, dan wel kan voortvloeien uit de gemeenschappelijke wil van de partijen.

Artikel 95 (ontworpen artikel 964)

In paragraaf 1, tweede lid, wordt bepaald dat de rechter elke onregelmatigheid van vorm of inhoud herstelt of laat herstellen.

De Raad van State vraagt zich af wat dient te worden verstaan onder een "onregelmatigheid van inhoud".

Artikel 96 (ontworpen artikel 964bis)

Het woord "tussenkomen" zou tot verwarring kunnen leiden met het begrip tussenkomst in het geding. Het zou beter zijn te werken met de woorden "deel hebben aan". Het eerste lid zou aldus gesteld kunnen worden :

"Art. 964bis. Wanneer het deskundigenonderzoek is bevolen bij verstek ten aanzien van één of meer partijen, kunnen deze ... formaliteiten deel hebben aan elke stand van het deskundigenonderzoek, ... schriftelijke opmerkingen te bezorgen."

Artikel 97 (ontworpen artikel 973)

1. Het derde lid en de daarop volgende leden zouden een afzonderlijk artikel moeten vormen. De regels voor de aanvang van het deskundigenonderzoek houden immers geen rechtsreeks verband met de controletaak van de rechter.

2. In het derde lid, in fine, lijkt het erop dat de woorden "de partijen en de raadslieden kunnen de deskundigen van deze formaliteit ontslaan" alleen van toepassing zijn op de oproeping voor de eerste deskundigenvergadering.

In werkelijkheid zullen in nagenoeg alle gevallen, alle partijen aanwezig of vertegenwoordigd zijn op de eerste deskundigenvergadering. Het is eerst voor latere vaststellingen, vaak van technische aard, dat de partijen de deskundigen zullen ontslaan van de verplichting om hen op te roepen.

.../...

In dat opzicht zijn de huidige artikelen 965, tweede lid, en 973, derde lid, meer in overeenstemming met de werkelijkheid.

Het voorontwerp van wet moet bijgevolg worden verduidelijkt.

Artikelen 98 tot 100

De Franse lezing van het voorontwerp van wet bevat geen artikel 98 en bevat twee artikelen 100. Die verschrijvingen moeten worden gecorrigeerd.

Artikel 99 (ontworpen artikel 978)

De precisering in de memorie van toelichting ⁽⁹⁾ dat de rechter inlichtingen mag vragen aan de deskundige, bevindt zich niet in het voorontwerp.

Artikel 99

Wat de sanctie betreft die staat op het niet ondertekenen van het verslag door de deskundigen, wordt verwezen naar opmerking 1 die gemaakt is onder artikel 92.

Artikel 101 (ontworpen artikel 982bis)

1. Het laat zich aanzien dat het vierde tot het achtste lid geen betrekking hebben op het verloop van alle deskundigen verslagen, doch op een bijzonder geval van deskundigenverslag waartoe ambtshalve bevel is gegeven door de rechter in het kader van een onderzoeksmaatregel (bij voorbeeld : persoonlijke verschijning of plaatsopneming).

Zij mogen dus geen leden zijn van artikel 982bis, maar behoren een afzonderlijk artikel te vormen.

⁽⁹⁾ Zie blz. 39.

2. De vraag rijst evenwel hoe deze leden vier tot acht moeten aansluiten bij het huidige artikel 989, dat als bijzonder kenmerk heeft dat het alleen van toepassing is in hoger beroep en dat de rechter een nog ruimere mogelijkheid biedt.

Zou het niet wenselijk zijn die bepalingen samen te brengen en ze toepasselijk te verklaren zowel in eerste als in tweede aanleg ?

Artikel 103 (ontworpen artikel 984)

1. In het eerste lid kan de deskundige bezwaarlijk reeds de datum van de aanvang van zijn werkzaamheden kennen op het tijdstip dat hij elke partij verzoekt om een deel van het voorschot ter griffie in consignatie te geven.

Uit de ontworpen artikelen 973, vierde lid, en 985, tweede lid, blijkt immers dat het in consignatie geven van het voorschot een voorwaarde is voor het beginnen van het deskundigenonderzoek

2. In hetzelfde lid staat het aan de steller van het voorontwerp te oordelen of het niet buitensporig is zonder mogelijke afwijking te bepalen dat het voorschot aan de deskundige fifty-fifty moet worden betaald, terwijl er misschien partijen in het geding zijn wie het deskundigenonderzoek minder dan anderen aanbelangt.

3. In het vierde lid dient, zoals in de huidige tekst van artikel 990, vierde lid, te worden voorzien in de mogelijkheid om de betrokkenen te horen alvorens de rechter een beschikking geeft die niet vatbaar is voor beroep, noch voor verzet.

Artikel 105 (ontworpen artikel 986)

Het tweede lid is minder duidelijk dan de huidige tekst van artikel 990, laatste lid, waarin wordt bepaald dat het verzoek moet worden ingediend in een met redenen omkleed verzoekschrift.

Artikel 107(ontworpen artikel 988)

De tekst van het voorontwerp is minder volledig dan de huidige tekst van artikel 984, tweede lid.

Artikel 111 (ontworpen artikel 993)

Het voorontwerp houdt geen wijziging in van de huidige tekst van artikel 996, tweede lid, die bepaalt dat de beslissing waarbij de partijen gelast worden persoonlijk te verschijnen "door de griffier bij gerechtsbrief ter kennis (wordt) gebracht van de partijen."

Wat evenwel de plaatsopneming betreft, vervangt artikel 112 van het voorontwerp artikel 1008, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek en bepaalt het : "Zij wordt door de griffier ter kennis gebracht bij gerechtsbrief aan de partijen en bij gewone brief aan hun raadslieden."

Indien de partijen persoonlijk verschijnen zou het geraten zijn de raadslieden daarvan eveneens bij gewone brief op de hoogte te brengen.

Artikel 112 (ontworpen artikel 1008)

Er wordt verwezen naar de opmerking die wordt gemaakt onder artikel 117 van het voorontwerp (ontworpen artikel 1046). Het zou wenselijk zijn te bepalen dat de beslissing niet vatbaar is voor hoger beroep, noch voor verzet.

Artikel 113 (ontworpen artikel 1014)

Dit artikel verklaart artikel 951 toepasselijk.

Artikel 951 begint evenwel met de woorden : "Een eensluidend verklaard afschrift van het proces-verbaal wordt door de griffier bij gerechtsbrief aan de partijen

gezonden.". Logischerwijze zou artikel 1014 dus thuishoren na artikel 1015, dat begint met de woorden "Er wordt een proces-verbaal opgemaakt...".

Artikel 116 (ontworpen artikel 1034ter)

Er wordt verwezen naar de opmerking die is gemaakt onder artikel 53 van het voorontwerp (ontworpen artikel 739).

Artikel 117 (ontworpen artikel 1046)

Het voorontwerp van wet bepaalt dat de door de rechter genomen beslissingen of maatregelen van "inwendige aard" in verband met de procedureregeling niet vatbaar zijn voor verzet of hoger beroep;

De steller van het voorontwerp van wet wordt erop gewezen dat talrijke andere, door de rechter genomen beslissingen - die geen maatregelen van interne orde zijn, maar beslissingen alvorens recht te doen - niet vatbaar zijn voor enig beroep.

Zulks is het geval met de beslissingen betreffende onderzoeksmaatregelen : het overleggen van bescheiden (artikel 880), het schriftonderzoek (artikel 893), het persoonlijk verschijnen van de partijen (artikel 996), de plaatsopneming (artikel 1013). Inzake getuigenverhoor sluit artikel 919 verzet uit, doch niet hoger beroep. Op grond van het ontworpen artikel 964bis daarentegen lijkt verzet mogelijk tegen een beslissing waarbij een deskundigenonderzoek wordt bevolen ⁽¹⁰⁾.

Het laat zich evenwel aanzien dat de steller van het voorontwerp ervan uitgaat dat die beslissingen alvorens recht te doen ordemaatregelen zijn. Op de vraag waarom het voorontwerp van wet in artikel 1008 betreffende de plaatsopneming de zin schrapt waarin wordt vermeld dat de beslissing van de rechter niet vatbaar is voor hoger

⁽¹⁰⁾ Er zij tevens op gewezen dat artikel 776 bepaalt dat de beslissing van de rechter over de aanvraag tot heropening van de debatten niet vatbaar is voor hoger beroep, terwijl een vonnis waarbij de heropening van de debatten ambtshalve wordt bevolen, wel vatbaar is voor hoger beroep.

beroep of verzet, terwijl het die precisering handhaaft voor de persoonlijke verschijning van de partijen, heeft de gemachtigde van de minister namelijk verklaard dat dezelfde wijziging moet worden aangebracht in verband met de persoonlijke verschijning van de partijen, gelet op artikel 1046 dat een algemene strekking heeft.

De Raad van State wijst er weer op dat krachtens artikel 19, tweede lid, van het Gerechtelijk Wetboek het vonnis dat de vordering onderzoekt een vonnis alvorens recht te doen is. Het is dus onjuist de onderzoeksmaatregelen gelijk te stellen met maatregelen van interne orde. Daaruit volgt dat de wetgever uitdrukkelijk moet bepalen dat een onderzoeksmaatregel niet vatbaar is voor hoger beroep of verzet. Artikel 616 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt immers dat tegen ieder vonnis hoger beroep kan worden ingesteld, tenzij de wet anders bepaalt ⁽¹¹⁾. Het ontworpen artikel 1047 preciseert evenzo dat elk bij verstek gewezen vonnis vatbaar is voor verzet, behoudens de bij de wet bepaalde uitzonderingen.

Het gehele voorontwerp moet worden herzien in het licht van deze opmerking.

Artikel 118 (ontworpen artikel 1047)

1. Het ontworpen eerste lid doelt op het geval waarin "de akte van rechtsingang niet aan de persoon is betekend of ter kennis gebracht".

In de Franse tekst zou het beter zijn "notifié" te schrijven in plaats van "communiqué".

2. In de memorie van toelichting dient te worden verduidelijkt op welke twee gevallen bedoeld wordt, te weten het betekenen "aan persoon" (lees : aan de

⁽¹¹⁾ Zie eveneens artikel 120 van het voorontwerp (ontworpen artikel 1050), dat impliceert dat een vonnis alvorens recht te doen vatbaar is voor hoger beroep, ook al kan dit hoger beroep eerst ingesteld worden samen met het hoger beroep tegen het eindvonnis.

betrokkene persoonlijk) en, voor het verzoekschrift op tegenspraak, het verzenden van een gerechtsbrief die voor ontvangst wordt ondertekend door de geadresseerde.

3. Blijkt uit het ontworpen artikel 1047, vijfde lid, dat de door de eiser in verzet geformuleerde nieuwe middelen niet-ontvankelijk zouden zijn? Er wordt verwezen naar hetgeen is gezegd in verband met artikel 53 van het voorontwerp (ontworpen artikel 739).

Artikel 120 (ontworpen artikel 1050)

Het ontworpen artikel 1050 vormt gedeeltelijk een doublure met het huidige artikel 1055, dat het volgende bepaalt :

"Tegen ieder vonnis alvorens recht te doen, of tegen ieder vonnis inzake bevoegdheid zelfs al is het zonder voorbehoud ten uitvoer gelegd, kan hoger beroep worden ingesteld tegelijkertijd als tegen het eindvonnis."

Beide bepalingen dienen te worden samengevoegd en bijgevolg dient artikel 1055 te worden opgeheven.

Artikel 122 (ontworpen artikel 1057)

1. De Raad van State vraagt zich af wat juist dient te worden verstaan onder de woorden "het standpunt van de eiser in hoger beroep".

2. De Raad van State plaatst kanttekeningen bij de ontvankelijkheid van de nieuwe middelen die niet zouden voorkomen in het beroepschrift, doch later zouden worden geformuleerd. Er wordt verwezen naar de opmerkingen die is gemaakt onder artikel 53 (ontworpen artikel 739).

Artikel 124 (ontworpen artikel 1063)

1. De rechter in hoger beroep dient de partijen hoe dan ook te horen in verband met de bevoegdheidskwestie alvorens zich uit te spreken.

Bijgevolg wordt voorgesteld in paragraaf 2, tweede lid, te schrijven :

"Na de partijen te hebben gehoord, neemt het hof ... en beslist het ...".

2. Paragraaf 3, eerste lid, vormt een doublure met artikel 643 en paragraaf 3, tweede lid, met artikel 660, tweede lid.

Artikel 127 (ontworpen artikel 1066, eerste lid)

Artikel 1042, dat bij het voorontwerp van wet niet wordt gewijzigd, volstaat om, behoudens wettelijke afwijking, alle regels betreffende het geding toepasselijk te verklaren in hoger beroep en artikel 127 is bijgevolg nutteloos.

Artikel 132 (ontworpen artikel 1199)

Het is de Raad van State niet duidelijk wat de reden en de strekking zijn van de voorgenomen wijziging.

Artikel 133 en volgende - Bepalingen inzake echtscheiding

Het voorontwerp van wet houdt geen wijziging in van het tweede en derde lid van artikel 1254, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek, die als volgt luiden :

"Het exploit van dagvaarding kan ook eisen bevatten betreffende de voorlopige maatregelen met betrekking tot de persoon, het levensonderhoud en de goederen van zowel de partijen als hun kinderen.

.../...

In dat geval kan het exploit van dagvaarding de vermelding bevatten van de plaats, de dag en het uur van de terechtzitting in kort geding."

Volgens de gemachtigde van de minister moet worden afgestapt van die "tweetraps" dagvaardingsregelingen of "tweetraps en met twee verschillende data" die complicaties meebrachten, aangezien het opleggen van de voorlopige maatregelen gedurende het echtscheidingsgeding voortaan niet meer behoort tot de bevoegdheid van de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg zitting houdend in kortgeding, maar tot die van de vrederechter.

Het tweede en het derde lid van artikel 1254, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek moeten ofwel opgeheven, ofwel gewijzigd worden.

Artikel 133 (ontworpen artikel 1258)

1. De ontworpen paragraaf 1, derde lid, bepaalt dat wanneer geen verzoening tot stand komt, de zaak "in korte debatten" moet worden behandeld.

Zo gaat de steller van het voorontwerp eraan voorbij dat soms voor de berechting van de zaak debatten nodig zijn die niet kort zijn of dat onderzoeken moeten worden uitgevoerd of dat de partijen in persoon moeten verschijnen.

Feitelijk lijkt de steller van het voorontwerp gewoon de huidige tekst van artikel 1258, § 1, derde lid, van het Gerechtelijk Wetboek, dat als volgt luidt : "Wanneer geen verzoening tot stand komt, wordt artikel 735 toegepast", te hebben willen aanpassen aan de gewijzigde tekst van artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek. Artikel 735 (artikel 736 van het voorontwerp) toepassen, is echter heel iets anders dan automatisch korte debatten opleggen.

Bijgevolg wordt voorgesteld te schrijven : "Wanneer geen verzoening tot stand komt, wordt artikel 736 toegepast".

2. In de ontworpen paragraaf 2, vierde lid, zijn de woorden "of wanneer daaromtrent geen maatregelen werden genomen", niet duidelijk genoeg.

.../...

Artikel 134 (ontworpen artikel 1280)

1. De maatregelen omtrent de persoon, het levensonderhoud en de goederen, zowel van de partijen als van de kinderen, die voortaan door de vrederechter worden genomen, worden niet langer als "voorlopig" bestempeld, zoals het geval is met de soortgelijke maatregelen die de voorzitter van de rechtbank van eerste aanleg of de rechter die er het ambt van uitoefent, rechtsprekend in kort geding, thans neemt.

In de memorie van toelichting zou expliciet moeten worden vermeld welke gevolgen de steller van het voorontwerp aan die wijziging verbindt.

2. Het voorontwerp van wet maakt een einde aan de mogelijkheid van de procureur des Konings om op eigen initiatief alle dienstige inlichtingen betreffende de zedelijke en stoffelijke toestand van de kinderen in te winnen.

Het spreekt evenwel vanzelf dat wanneer een zaak bij de vrederechter aanhangig is gemaakt op verlangen van de procureur des Konings, deze net als elke andere partij zijn vordering kan staven met elk stuk dat hij dienstig acht.

Tegen de achtergrond van de adviesbevoegdheid van het openbaar ministerie (die door het ontworpen artikel 764, § 2, als een mogelijkheid wordt gehandhaafd) ziet de Raad van State daarenboven niet in waarom de procureur des Konings niet uit eigen beweging alle dienstige inlichtingen zou mogen inwinnen aangaande de zedelijke en stoffelijke toestand van de kinderen, met het oog op een goede rechtsbedeling en in het belang van de kinderen.

3. In het derde lid reiken de woorden "door bemiddeling van een afgevaardigde bij de jeugdbescherming" verder dan de bevoegdheid van de federale overheid. Het staat immers aan de Gemeenschappen om zelf te beslissen welke dienst de sociale onderzoeken moet verrichten. Bijgevolg is het beter de huidige tekst te behouden waarin sprake is van "de bevoegde sociale dienst".

4. Het vijfde lid bepaalt dat wanneer de vrederechter de bevoegdheden uitoefent die hem door artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek worden toegekend, zijn vonnis kan worden tegengeworpen aan alle tegenwoordige of toekomstige derdenschuldenaars zodra het hun is betekend door de gerechtsdeurwaarder.

De steller van het voorontwerp wordt er opmerkzaam op gemaakt dat artikel 221 niet voorziet in betekening bij deurwaardersexploot, maar in kennisgeving door de griffie. Deze contradictie moet worden weggewerkt.

5. Het ontworpen artikel 1280, achtste en negende lid, waarin sprake is van de indiening van "een verzoekschrift tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed", bepaalt dat de rechter uitspraak doet over "de vordering tot ontbinding van het huwelijk". Artikel 1254 van het Gerechtelijk Wetboek luidt evenwel als volgt : "Behoudens de in deze afdeling gestelde uitzonderingen, wordt de zaak (echscheiding op een bepaalde grond) in de gewone vorm ingeleid, behandeld en beslecht.". Daaruit volgt dat vorderingen tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed worden ingesteld door middel van dagvaarding. De tekst van het voorontwerp van wet behoort dienovereenkomstig te worden aangepast.

6. Het ontworpen artikel 1280, achtste lid, dat steunt op artikel 221, zesde lid, van het Burgerlijk Wetboek, bepaalt dat de dringende voorlopige maatregelen die in voorkomend geval door de vrederechter zijn bevolen met toepassing van artikel 223 van het Burgerlijk Wetboek, uitvoerbaar blijven wanneer binnen de termijn waarvoor ze zijn genomen een verzoekschrift tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed wordt ingediend en zulks totdat ze door de vrederechter worden herzien.

Door gebruik te maken van de uitdrukking "binnen de termijn waarvoor ze werden genomen", verliest de steller van het voorontwerp uit het oog dat vrederechters niet altijd een termijn bepalen voor de voorlopige maatregelen die zij bevelen. Bijgevolg zou beter worden geschreven dat de dringende voorlopige maatregelen die door de vrederechter bevolen zijn en nog gelden op het ogenblik dat een vordering tot echtscheiding of tot scheiding van tafel en bed wordt ingesteld, ondanks het instellen van

die vordering uitvoerbaar blijven totdat de termijn waarvoor ze zijn genomen verstreken is of totdat ze worden herzien.

Overigens bevat artikel 221, zesde lid, van het Burgerlijk Wetboek een soortgelijke bepaling. Het is niet raadzaam dat eenzelfde soort precisering in het ene geval wordt gegeven in het Burgerlijk Wetboek en in het andere geval in het Gerechtelijk Wetboek.

7. Het laatste lid bepaalt :

"Bij gebreke van dergelijke maatregelen verwijst de rechter die uitspraak doet over de vordering tot ontbinding van het huwelijk de partijen naar de eerste nuttige zitting, zoals aangegeven door de elektronische rol, van de bevoegde vrederechter die uitspraak moet doen over de maatregelen met betrekking tot de persoon, het levensonderhoud en de goederen van de kinderen."

De woorden "Bij gebreke van dergelijke maatregelen" zijn te vaag en moeten in de memorie van toelichting worden verduidelijkt.

Artikel 136 (ontworpen artikel 1337ter)

Er wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 53 van het ontwerp (ontworpen artikel 739).

Hoofdstuk III - Wijzigingen van het Burgerlijk Wetboek

Het voorontwerp wijzigt niet alleen het Gerechtelijk Wetboek, maar ook het Burgerlijk Wetboek. De steller van het voorontwerp dient na te gaan of nog andere bepalingen in bijzondere wetten of in andere ontworpen regelingen moeten worden gewijzigd die mogelijk onverenigbaar zijn met de ontworpen bepalingen (zie bijvoorbeeld de opmerking onder artikel 29).

Artikel 140

(ontworpen artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek)

In de memorie van toelichting wordt het feit dat de woorden "De rechtbank" vervangen worden door de woorden "De vrederechter" als volgt gemotiveerd: "Voortaan is de vrederechter bevoegd om kennis te nemen, tijdens de procedure tot ontbinding van het huwelijk, van de maatregelen die betrekking hebben op de persoon, het levensonderhoud en de goederen, zowel van de partijen als van de kinderen".

De steller van het voorontwerp wordt er evenwel attent op gemaakt dat het huwelijk tijdens de echtscheidingsprocedure nog altijd bestaat en dat in dat stadium dus geen sprake kan zijn van een uitkering tot onderhoud, gebaseerd op artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek, namelijk een uitkering "na echtscheiding".

Zoals de gemachtigde van de minister heeft beaamd, kan de uitkering tot onderhoud na echtscheiding alleen worden toegekend door de rechtbank van eerste aanleg op het ogenblik dat deze de scheiding uitspreekt.

Het besluit is dan ook dat de geplande wijziging moet vervallen. De gemachtigde van de minister is het daarmee eens.

Hoofdstuk IV - Opheffingsbepalingen

Er is geen reden om alle bepalingen tot opheffing van bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek aan het einde van het voorontwerp te groeperen. In casu moeten de opheffingsbepalingen worden beschouwd als wijzigingsbepalingen die ingevoegd moeten worden in de volgorde van de gewijzigde artikelen ⁽¹²⁾.

⁽¹²⁾ In de circulaire inzake wetgevingstechniek staat immers : "Opheffingsbepalingen moeten worden samengebracht in een afzonderlijk artikel. Dit komt onder de slotbepalingen te staan, vóór de overgangsbepalingen en de artikelen betreffende de inwerkingtreding en de uitvoering. Als een regeling tal van wijzigingen heeft ondergaan, is het evenwel gebruikelijk de volgorde van de artikelen van die regeling in acht te nemen en de opheffingsbepalingen niet aan het einde van de tekst te groeperen".

Hoofdstuk IV bevat hoe dan ook bepalingen die geen opheffings-, maar wijzigingsbepalingen zijn. Dat is het geval met de artikelen 144 tot 148.

Artikel 143

1. In plaats dat artikel 91, laatste lid, zonder meer wordt opgeheven, zou in dat lid beter worden vermeld dat in burgerlijke zaken om een kamer met drie rechters kan worden verzocht overeenkomstig artikel 735.

2. De opheffing van artikel 92, § 1, 1°, van het Gerechtelijk Wetboek (verbetering van akten van de burgerlijke stand) zou gepaard moeten gaan met wijziging van artikel 1384 van het Gerechtelijk Wetboek, dat nog altijd in een collegiale samenstelling van de kamer voorziet.

3. In plaats dat het tweede en het derde lid van artikel 592 zonder meer wordt opgeheven, moeten de woorden "naar de vrederechter" en "naar de rechtbank van eerste aanleg of de rechtbank van koophandel" worden vervangen door de woorden "naar de arrondissementsrechtbank".

4. Bij artikel 143 wordt artikel 577, tweede lid, opgeheven, dat bepaalde dat de rechtbank van koophandel bevoegd is om kennis te nemen van hogere beroepen tegen beslissingen, door de vrederechter in eerste aanleg gewezen, inzake geschillen tussen kooplieden betreffende de handelingen die de wet als daden van koophandel aanmerkt of inzake geschillen betreffende wisselbrieven.

In de memorie van toelichting wordt als reden voor die opheffing aangegeven dat de rechtbank van koophandel voortaan bevoegd is voor alle geschillen tussen kooplieden omtrent handelingen die als daden van koophandel worden beschouwd, ongeacht tot welk beloop.

Zodoende verliest de steller van het voorontwerp uit het oog dat de vrederechter bevoegd blijft voor geschillen over handelshuurovereenkomsten, die tot zijn specifieke bevoegdheid behoren. Tenzij de steller van het voorontwerp verlangt dat de rechtbank van eerste aanleg als enige bevoegd wordt om kennis te nemen van hogere beroepen tegen beslissingen van de vrederechter omtrent handelshuurovereenkomsten, wat tegen een vaste rechtspraak van het Hof van Cassatie⁽¹³⁾ zou indruisen, moet artikel 577, tweede lid, weliswaar in een gewijzigde versie, worden gehandhaafd.

5. Bij het voorontwerp van wet wordt artikel 1068 van het Gerechtelijk Wetboek zonder meer opgeheven om de volgende reden : "voortaan kan enkel hoger beroep tegen een vonnis alvorens recht te doen worden ingesteld samen met het eindvonnis ...".

Zodoende verliest de steller van het voorontwerp uit het oog dat artikel 1068, eerste lid, zich niet beperkt tot het bekrachtigen van de verruimde devolutieve werking van hoger beroep tegen een vonnis alvorens recht te doen, maar tevens de verruimde devolutieve werking van hoger beroep tegen een eindvonnis regelt. Er mag evenwel niet aan voorbijgegaan worden dat een eindvonnis - in de zin van artikel 19 van het Gerechtelijk Wetboek - niet alleen een vonnis is waarbij de grond van de zaak wordt afgehandeld. Het kan ook gaan om een eindvonnis over een tussengeschild (zo bijvoorbeeld, een vonnis tot beslechting van een nietigheidskwestie, een exceptie van niet-ontvankelijkheid of een vonnis waarbij uitspraak wordt gedaan over het principe van aansprakelijkheid, zonder dat reeds wordt bepaald hoeveel de schade bedraagt). Wat geschiedt er voortaan met het hoger beroep tegen een dergelijk vonnis ? Zal de appèlrechter daarmee worden geadieerd inzake het hele geschil - zoals nu het geval is - of zal de appèlrechter, na de uitspraak over het beroep, de zaak moeten verwijzen naar de eerste rechter ? Als artikel 1068 zonder meer wordt opgeheven, blijft die vraag onbeantwoord. De steller van het voorontwerp behoort dat uiterst belangrijke punt toe te lichten.

⁽¹³⁾ Zie Arr. Cass. 15 februari 1999, 1999(85); Arr. Cass. 4 oktober 1999, 1999(498); Cass. 7 september 2000, JLMB 2000, blz. 248 en opmerkingen van S. Ulhig, "L'appel des décisions en matière de bail commercial : la fin d'une controverse?".

6. Gelet op opmerking nr. 5 hierboven, is de opheffing van artikel 1071 van het Gerechtelijk Wetboek alleen gewettigd als de steller van het voorontwerp de uitgebreide devolutieve werking van het hoger beroep tegen een eindvonnis, afschaft.

Artikel 149

Er wordt verwezen naar de opmerking onder artikel 140 van het voorontwerp (ontworpen artikel 301 van het Burgerlijk Wetboek).

Er is geen reden om artikel 301bis van het Burgerlijk Wetboek op te heffen. Dat artikel blijft nuttig om te preciseren dat de rechtbank van eerste aanleg of, na een echtscheiding, de vrederechter bij de uitoefening van de bevoegdheden genoemd in artikel 591, 7°, van het Gerechtelijk Wetboek, gebruik kunnen maken van de mogelijkheden die artikel 221 van het Burgerlijk Wetboek biedt aan de vrederechter die uitspraak doet over een echtelijk geschil tijdens het huwelijk.

Artikel 150

In de bespreking van dat artikel staat :

"In de zaken die voor de inwerkingtreding van de wet werden ingeleid en die naar de algemene of de bijzondere rol zijn verwezen kunnen de partijen evenwel de bevoegde magistraat om toewijzing verzoeken. Het gevolg hiervan is dat de nieuwe bepalingen op die zaken worden toegepast".

Als dat de bedoeling is van de steller van het voorontwerp, moet die regel, die bedoeld is om de nieuwe bepalingen sneller in werking te laten treden, in het dispositief worden opgenomen.

Bovendien is het beter te spreken over de vaststelling van de rechtsdag in plaats van over de toewijzing van de zaak.

Artikel 151

Dit artikel is niet duidelijk genoeg.

De Raad van State veronderstelt dat dit artikel inhoudt dat bij het begin van de toepassing van de wet, in afwijking van de regel dat de rechtsdag plaatsheeft binnen twee maanden na het verstrijken van de laatste conclusietermijn, als rechtsdag een latere datum kan worden bepaald.

De tekst van het voorontwerp van wet moet zodanig worden aangepast dat die bedoeling juist wordt weergegeven

.

Artikel 153

Het is de Raad van State niet duidelijk wat het nut is van deze bijzonder ingewikkelde bepaling. Zolang artikel 74 van het voorontwerp, waarbij artikel 783 van het Gerechtelijk Wetboek zodanig wordt gewijzigd dat onder meer wordt voorzien in de elektronische ondertekening van het zittingsblad, niet in werking is getreden, blijven de huidige bepalingen van toepassing, zonder dat dit uitdrukkelijk hoeft te worden bepaald.

Daaruit volgt dat artikel 143, § 2, van het ontwerp ook overbodig is.

Artikel 154

Het tweede lid kan niet worden aanvaard, omdat daarin niet wordt gepreciseerd hoelang de termijn voor inwerkingtreding maximaal kan worden verlengd bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad.

Artikel 108 van de Grondwet staat er immers aan in de weg dat de Koning de toepassing van de wet onbegrensd schorst.

Slotopmerkingen van wetgevingstechnische en taalkundige aard

In overeenstemming met de richtlijnen van de Wetgevingstechniek ⁽¹⁴⁾ zou het besluit tot indiening van het wetsontwerp aldus gesteld moeten worden :

"Onze Minister van Justitie is ermee belast het ontwerp van wet, ... (zie verder de zo-even genoemde richtlijnen, formule F49)"

Verscheidene bepalingen van het voorontwerp zijn uit een oogpunt van correct taalgebruik en consistente terminologie voor verbetering vatbaar. Onder voorbehoud van de hiervoren gemaakte inhoudelijke opmerkingen worden in dat verband hierna, bij wijze van voorbeeld, enige tekstvoorstellen gedaan.

Artikel 2 (ontworpen art. 16bis)

Het zou correcter zijn te schrijven: "... een civiele boete ... het vertragende, tergende of roekeloze karakter van de tegen haar ingestelde vordering of het aangewende rechtsmiddel."

Artikel 6 (ontworpen artikel 69bis)

Men schrijve : "... in afwijking van ...".

Artikel 6 (ontworpen artikel 70)

Men schrijve : "... worden ze ...".

⁽¹⁴⁾ <http://www.raadvst-consetat.be>.

Artikel 7

In de inleidende zin schrijve men : "... laatstelijk gewijzigd ...".

Artikel 11 (ontworpen art. 86bis)

Men schrijve : "Uit de kring van de toegevoegde rechters ... in afwijking van ... aangewezen."

Artikel 49 (ontworpen art. 726)

In het tweede lid schrijve men "niet-naleving" i.p.v. "miskenning".

Artikel 52 (ontworpen art. 734sexies.9.§ 1.)

Het gaat niet aan dat aan de Franse term "accord" in de Nederlandse lezing van het artikel nu eens "akkoord" beantwoordt, dan weer "overeenkomst".

De Nederlandse versie van heel het ontwerp zou zorgvuldig nagezien moeten worden.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

Y. KREINS,

président de chambre,
kamervoorzitter,

Madame
Mevrouw

J. JAUMOTTE,
M. BAGUET,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

Messieurs
de Heren

J. van COMPERNOLLE,
B. GLANSDORFF,

assesseurs de la section de législation,
assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame
Mevrouw

B. VIGNERON,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. A. LEFEBVRE, auditeur. La note du Bureau de coordination a été rédigée par Mme A.-F. BOLLY, référendaire adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LEFEBVRE, auditeur. De nota van het Coördinatiebureau werd opgesteld door Mevr. A.-F. BOLLY, adjunct-referendaris.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN, président du Conseil d'Etat.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN, voorzitter van de Raad van State.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER,

B. VIGNERON

Y. KREINS